

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	47	28

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Direction des
Affaires Juridiques - Procès-Verbaux des
séances du 26 septembre et 24 octobre
2016 - Approbation

<div><div><div></div><div>Original</div></div><div><div></div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div></div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>
--

N° Enregistrement : CC.2016.160

Date de la convocation : Le 13/12/2016
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 23 DEC. 2016
de la réception s/Préfecture en date du 28 DEC. 2016
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
 Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Roger CRESPIER à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Lionel LUCA, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Michel MAZUET, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Anne-Marie DUMONT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur les procès-verbaux des séances du Conseil Communautaire des lundis 26 septembre et 24 octobre 2016.

Je vous propose d'approuver les procès-verbaux des séances du Conseil Communautaire des lundis 26 septembre et 24 octobre 2016.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE les procès-verbaux des séances du Conseil Communautaire des lundis 26 septembre et 24 octobre 2016.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 26 SEPTEMBRE 2016

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, ROQUESTERON-GRASSE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h15.

Le Conseil communautaire s'est réuni le vingt-six septembre deux mille seize en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire de la ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous commençons la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI.

PROCURATIONS :

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD.

ABSENTS :

Eric MELE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du jour

1. Motion – Ligne nouvelle – Gare Ouest Alpes-Maritimes
2. Procès-verbal de la séance du 27 juin 2016 – Approbation
3. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire
4. Commission « environnement » – Modification de la représentation de Tourrettes-sur-Loup
5. Commission intercommunale pour l'accessibilité – Modification et désignation des représentants
6. SPL théâtre communautaire d'Antibes – Rapport annuel 2015 des administrateurs au conseil d'administration
7. Nautipolis – Rapport annuel 2015 retraçant les conditions d'exécution du service public
8. SPL Sophia – Rapport de gestion 2015 de l'administrateur au conseil d'administration
9. SPL Antipolis Avenir – Rapport annuel 2015 des administrateurs à la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis
10. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Nouvelle convention de partenariat
11. Prise de la compétence « accueil des gens du voyage » – Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil
12. Réalisation de programmes mixtes d'habitat sur la commune d'Antibes Juan-les-Pins – Convention opérationnelle multisites avec l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, la commune d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA – Avenant n°4
13. Fonctionnement des antennes de justice CASA d'Antibes Juan-les-Pins, Valbonne Sophia Antipolis/Biot et Vallauris Golfe-Juan – Convention – Renouvellement
14. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Protocole relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE – Avenant
15. Mise en œuvre d'un chantier-école destiné aux bénéficiaires du PLIE de la CASA – Convention de coopération avec la commune d'Opio
16. Conseil en énergie partagé – Conventions de partenariat avec les communes pour la période 2016-2019 – Renouvellement et nouvelles adhésions
17. Adhésion au syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin
18. Mise en place de points relais dans les médiathèques communautaires – Convention de partenariat avec le Réseau Canopé
19. Budget général – Décision modificative n°1
20. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) – Exonérations 2017
21. Dotation de solidarité communautaire 2016
22. Recueil des tarifs de la CASA 2016 – Mise à jour
23. Fonds de concours d'équipements – Approbation du règlement révisé
24. Ajustement du tableau des effectifs

25. Commission d'appel d'offres – Election de ses membres
26. Commission d'ouverture des plis – Election de ses membres
27. Commission consultative de la commande publique – Désignation de ses membres
28. Transfert de la compétence « promotion du tourisme » – Maintien des offices de tourisme dans les stations classées
29. Transfert de la compétence « promotion du tourisme » – Principes relatifs à la mutualisation des moyens et des ressources des offices de tourisme intercommunaux
30. Gamme tarifaire – Modification
31. Règlement de fonctionnement des services de transport Envibus – Modification
32. Formation de certains personnels – Conventions de coopération entre le SDIS et la CASA
33. Indemnisation des communes au titre de la vente de titres de transport Envibus – Conventions
34. Création d'un règlement d'exploitation et d'accès des gares routières et du PEA
35. Proposition de mise en place d'une journée de gratuité du réseau Envibus
36. Projet « très haut débit » – Convention de programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur SFR – Version 2
37. Adhésion à la charte régionale « dossier unique » de demande de logement social dans le cadre de la réforme de la Loi Alur
38. Observatoire des loyers des Alpes-Maritimes – Avenant n°1 à la convention-cadre du 22 février 2016
39. Stratégie économique de Sophia Antipolis



ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Motion – Ligne nouvelle – Gare Ouest Alpes-Maritimes

M. le Président – Avant de présenter la motion sur la ligne nouvelle, nous avons le plaisir de vous faire connaître les nouveaux fuseaux multiples qui rentreront dans le cadre de la concertation. Il s'agira d'une ligne de TER (transport express régional) mais non pas de TGV (train à grande vitesse). Monsieur, vous avez la parole.

Interruption de la séance.

M. CHERRIER Jean-Michel Directeur Territorial Adjoint Chef de Mission Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur - SNCF Réseau – En matière de projet de ligne nouvelle, l'actualité concerne un comité de pilotage qui s'est tenu la semaine dernière avec la représentation des cofinanceurs des études. Le comité de pilotage vient de lancer le dispositif d'information et de participation du public. Les tracés qui vous seront présentés ce jour sont disponibles sur le site internet et feront l'objet d'une concertation publique du début octobre jusqu'à fin décembre.

Je vais repréciser les éléments de contexte. Ce projet est réalisé dans le cadre des mobilités du territoire, de la saturation routière et de la saturation ferroviaire exprimée par la complexité de rajouter des trains sur Marseille-Saint-Charles ou sur la partie azuréenne, avec un objectif de pouvoir doubler à terme les trafics du quotidien.

Nous avons à ce jour à peu près 46 millions de passagers transportés sur le mode ferroviaire. D'ici une quinzaine d'années, il faudra en transporter à peu près 86 millions, puis un peu plus après. Le système ferroviaire actuel ne permettra pas ces évolutions. Actuellement, une seule ligne historique, de Marseille à Nice, relie les trois grandes métropoles. Cette configuration est unique. Ainsi, nous n'avons aucune possibilité, lorsqu'une difficulté apparaît sur la ligne littorale, de faire passer d'autres trains, nous sommes obligés d'attendre que tout soit réparé. Par conséquent, il est important de pouvoir réaliser un réseau maillé. La construction d'une deuxième infrastructure devrait permettre une séparation des services, une augmentation du nombre de trains qui circulent au quotidien sur la ligne littorale puis de faire passer des services de TER rapides sur la seconde ligne que nous aurions construite.

Le principe de réalisation dite de priorité 1 est en relation avec les décisions du Gouvernement d'agir là où le réseau ferroviaire est le plus contraint, notamment dans le cadre des nœuds ferroviaires, que ce soit à Marseille ou sur la partie azuréenne. C'est ce qui a été décidé de réaliser pour 2030.

La commission Mobilité 21 avait établi plusieurs horizons de construction par phase :

- la première phase (priorité 1), à réaliser pour 2030, concerne la désaturation de Marseille et de Nice ;
- la deuxième phase, à réaliser entre 2030 et 2050, concerne des liaisons entre Aubagne, Toulon et Est Var – Siagne ;
- le tronçon manquant entre Toulon et Est Var est à réaliser au-delà de 2050.

Nous intervenons ce jour dans le cadre du comité de pilotage qui a décidé de présenter les différents tracés dans le cadre de la priorité 1 (Marseille et Nice).

D'abord, il s'agit de pouvoir réaliser sur Nice une logique de boucle ferroviaire, c'est-à-dire une nouvelle infrastructure à partir d'un doublement de la ligne de Cannes à Grasse jusqu'à Mouans-Sartoux, de faire un décroché pour réaliser une ligne nouvelle pour une desserte d'une gare à Sophia Antipolis, puis d'arriver dans le pôle d'échange multimodal de Nice aéroport. Globalement, il s'agit à peu près de doubler les services du quotidien sur ce tronçon et de faire une desserte de Sophia Antipolis avec deux TER par heure et par sens, en plus des trains qui sont prévus en desserte rapide.

Les objectifs assignés au maître d'ouvrage en 2016, en rapport avec les tracés que je vais vous présenter, sont de conduire la concertation publique, de présenter les différentes variantes de projet au public et de recueillir leurs avis et leurs contributions. Il s'agira donc pour la fin de l'année de pouvoir réaliser une synthèse de ces différentes variantes qui sera présentée aux territoires dans les réunions de synthèse qui se tiendront les 19, 20 et 21 décembre. Puis, nous réaliserons une synthèse à dessein du comité de pilotage qui, je l'espère, actera. Ensuite, nous construirons les éléments d'approbation ministérielle sur les variantes de tracés préférentiels qui seront issues de cette concertation publique pour pouvoir rentrer dans la construction d'un dossier d'enquête d'utilité publique, celle-ci devant se tenir à l'issue de la réalisation de ce dossier et des études d'approfondissement sur les variantes qui auront été choisies aux alentours de 2019. La déclaration d'utilité publique sur ces grands projets est nécessaire pour pouvoir procéder aux acquisitions foncières et passer à la phase de réalisation du projet.

Nous sommes rentrés, depuis le comité de pilotage du 12 avril, dans un principe de concertation en trois étapes. Une première étape consistait à faire de l'information. Nous avons fait des publications dans la presse quotidienne et régionale. Nous avons mis en place, avec les milieux associatifs et socioéconomiques, des ateliers concernant la saturation ferroviaire. Nous avons lancé en même temps une étape 2 de rencontre avec les élus du territoire pour présenter des éléments de projet, pour discuter et échanger avec eux et éventuellement pour prendre leurs demandes dans le cadre de cette concertation (il y en a eu quelques-unes). Puis, la troisième étape, qui clôt cette période de concertation, inclut la formation et la participation du public pour les trois prochains mois (de début octobre à fin décembre).

Les demandes qui ont émergé des rencontres avec les élus, par rapport aux propositions qui avaient été faites à l'origine par le maître d'ouvrage, concernent essentiellement la réalisation d'une gare à Cannes. Deux gares avaient été initialement prévues en desserte de Sophia Antipolis. Cette gare à Cannes serait une gare de surface dans le faisceau de Cannes-Marchandises appelé Cannes-la-Bocca.

De la même manière, une gare a été souhaitée pour une desserte de Valbonne, les deux premières positions de gare proposées par le maître d'ouvrage n'étant pas satisfaisantes au vu de l'aménagement du territoire urbain. L'installation d'une gare aux Bouillides a été demandée avec des fonctionnalités spécifiques TER. Les gares proposées dans la variante d'origine sont des gares TGV et TER. La gare qui a été demandée d'être présentée en concertation est la gare TER qui fonctionnerait avec un principe de gare TGV-TER. Dans ces conditions, on arrêterait les TGV à Cannes. Dans la demande qui a été effectuée, on n'arrêterait pas les TGV dans la gare des Bouillides mais uniquement les TER. Le système qui sera présenté en concertation est donc différent du système proposé par le maître d'ouvrage et qui avait été demandé par la gouvernance du projet. Ce sera soumis à la concertation publique, aux échanges et à la discussion. Nous retiendrons, en fin de concertation publique, ce qui sera l'expression du territoire concernant ces différentes fonctionnalités.

A Saint-Laurent-du-Var et à Biot, un certain nombre d'échanges portaient sur les impacts sur la commune, notamment les conditions de passage du fleuve Var en surface à Saint-Laurent-du-Var. Nous avons des demandes de passer en sous-terrain. Or, cette zone ne le permet pas pour les questions à la fois d'inondation et de fonctionnalité ferroviaire.

Les tracés ont été présentés au comité de pilotage. Vous pouvez accéder au dossier support de la concertation sur le site de la ligne nouvelle Provence-Côte d'Azur, qui est le document complet et global adressé aux territoires pour pouvoir rentrer dans ces concertations. Des dossiers physiques (papier) seront à disposition dans les réunions publiques ainsi que des clés USB pour ceux qui le souhaiteraient. Le dossier est également disponible en téléchargement sur le site pour tous ceux qui ont un accès plus facile à Internet.

Il existe trois variantes de positions de gares. La gare de Bréguières se caractérise par la partie en surface la plus importante, plonge en tunnel et va jusqu'à Saint-Laurent-du-Var sans avoir d'impact sur Biot. Ensuite, nous avons deux autres gares. Celle qui se trouve sur le site de Fugueiret affiche une zone en surface plus réduite, avec deux émergences sur la commune de Biot. La gare la plus au nord est la variante Bouillides. Il s'agit d'une gare semi-enterrée, avec une émergence au niveau de la Brague et une autre sur un territoire plus au nord de la commune de Biot.

En matière de comparaison, ce sont des positions de gare relativement proches même si les montants sont extrêmement importants. La gare des Bouillides n'est pas chiffrée. S'agissant d'une variante nouvelle, nous n'avons pas fait toutes les investigations permettant le chiffrage complet. Cependant, cela se rapproche de la variante OM1.

Concernant les prochaines étapes et le planning global de cette concertation, nous aurons des réunions de démarrage de la concertation le 4 octobre à Nice, le 5 octobre à Marseille et le 12 octobre à La Crau. Ensuite, un ensemble de réunions communales ont été demandées et souhaitées par les élus pour pouvoir présenter le projet à la fois dans son ensemble et de façon un peu détaillée. Par ailleurs, nous sommes dans le cadre d'une double concertation : une concertation volontaire réalisée par le maître d'ouvrage sur la totalité du projet et une concertation au titre du Code de l'environnement sur les positions de gares. Ainsi, nous aurons trois réunions spécifiques « gares » : une à Marseille, une sur la gare Ouest Alpes-Maritimes et une sur la gare de Nice aéroport. Nous aurons également un ensemble d'ateliers. Toutes ces réunions sont totalement publiques. Pour les ateliers, nous proposons de s'inscrire sur le site internet pour avoir une idée du nombre de personnes qui viendront. Ces ateliers sont destinés à rentrer un peu plus dans le détail de la conception du maître d'ouvrage (la prise en compte des études, l'environnement et le développement durable, les logiques de saturation...).

Nous réaliserons également des permanences dans les communes qui le souhaitent sur la base d'une demi-journée mais plus si c'est nécessaire, l'objectif étant tout simplement de ne pas traiter les demandes de cas particuliers dans les réunions publiques. Les tracés actuels impactent le territoire. Certaines personnes sont concernées par ces tracés. Ces sujets arrivent dans les réunions publiques. Il est question d'essayer d'éviter de les traiter en réunion publique pour ne pas sortir de l'objet de la présentation générale. Nous proposons donc aux gens qui seront intéressés et qui voudront avoir plus de détails de nous rencontrer lors des permanences que le maître d'ouvrage tiendra pour pouvoir répondre aux questions plus personnelles des différentes personnes concernées.

Puis, nous bouclerons l'ensemble de la concertation publique par des réunions de synthèse durant lesquelles le maître d'ouvrage s'efforcera de présenter les éléments saillants de cette concertation, de les partager avec le territoire.

Ensuite, nous présenterons ces éléments à la fois au comité de pilotage et à la commission nationale du débat public puis, dans le même temps, à l'approbation ministérielle pour pouvoir continuer le dossier. Cette approbation ministérielle, une fois qu'elle est donnée, permet de continuer les études d'approfondissement sur le territoire.

Les relations que nous avons eues sur le territoire avec les élus ainsi que le travail que nous avons effectué constituent un démarrage mais non pas un travail accompli. Cela nécessite, pendant toute la phase d'approfondissement et de constitution du dossier public, un partage sur ces variantes qui impactent le territoire, pour lequel il existe un certain nombre d'aménagements à prendre en compte. Nous sommes dans l'intermodalité. Une gare ne se fait pas toute seule mais avec une politique d'aménagement. Le maître d'ouvrage a des responsabilités sur la gare mais pas sur l'ensemble des aménagements. L'ensemble des entités participe à cette efficacité du dispositif. Par conséquent, il faut le concevoir ensemble. Une fois les principales variantes choisies, nous avons un travail complet d'approfondissement à réaliser jusqu'à la fin du dossier d'enquête, puis après l'enquête. Il s'agira de nouveau d'une enquête publique avec un commissaire-enquêteur et où les gens pourront s'exprimer une fois de plus sur le sujet.

Puisque la réalisation d'une troisième voie est une question qui est revenue assez souvent, nous avons actuellement un projet qui vient se substituer aux aménagements de troisième voie prévus initialement. Les investissements et l'efficacité du système de troisième voie initialement prévus sont inférieurs à la réalisation de la ligne nouvelle. En réalisant cette nouvelle infrastructure, on vient augmenter les services proposés dans ce cadre. Compte tenu des investissements, il n'est pas prévu que nous continuions le projet de troisième voie et que nous réalisions le projet de ligne nouvelle en complément de ces aménagements ferroviaires.

Reprise de la séance.

M. le Président – Personne ne conteste la difficulté de se déplacer. La Communauté d'agglomération a pris sa part de responsabilité dans ce domaine. Je rappelle cependant les réticences de la Communauté d'agglomération, comme nous vous le proposerons tout à l'heure dans une motion. D'abord, nous regrettons presque d'avoir cru à la troisième voie telle qu'elle nous a été présentée il y a à peine quelques années et qui devait amener des trains dans toutes les villes du littoral toutes les quinze minutes. Nous avons même – Lionnel LUCA peut en témoigner – subi des travaux importants à Villeneuve-Loubet et à Antibes. Nous avons expliqué à la population que c'était le prix à payer pour avoir une desserte efficace. Je constate actuellement que ce projet est totalement abandonné au profit d'un autre projet qui n'est pas un projet de LGV mais de ligne nouvelle. Nous constatons dans le planning tel qu'il est présenté que ce sera en 2050 que la ligne LGV reliera Nice à Marseille et rien ne sera fait pour gagner une seconde entre Nice et Marseille jusqu'en 2030.

Ensuite, le coût du projet nous interpelle. Vous avez montré simplement le coût des gares. Vous nous avez présenté le projet le moins cher, qui était initialement prévu avec les Bréguières et qui était estimé à 4,2 milliards. Très probablement, sur les autres tracés, il faudra rajouter 1 milliard. Les projets tournent autour de 5 milliards, sans faire gagner une seconde entre Nice et Marseille. Il est proposé un projet de TER sur lequel doivent circuler des trains à grande vitesse – comme ceux qui vont jusqu'à Nice aujourd'hui – mais qui, en aucun cas, n'atteignent une vitesse supérieure aux lignes habituelles mais servent en fait d'alternative à la troisième voie qui a été abandonnée.

Par ailleurs, pour faire cette troisième voie par l'intérieur, on impacte forcément soit le village de Valbonne, soit le village de Biot. Dans ces conditions, si une ligne de TER devait traverser Sophia Antipolis, il semblerait logique qu'il y ait au moins une gare TER dont la position aujourd'hui n'est pas définie et qui, à notre avis, mériterait une concertation approfondie. Le premier tracé n'a d'impact ni sur Valbonne ni sur Biot. Ce tracé a été abandonné au profit d'autres alternatives.

Nous souhaiterions, compte tenu de ce que je viens de dire, que nous allions un petit peu plus loin dans la réflexion. Comme toutes les autres villes qui ont délibéré, nous souhaiterions que l'impact environnemental sur nos villages soit nul et que les communes traversées ne soient pas impactées sur le plan environnemental. Il existe une ligne, la pire de toutes, qui sort deux fois sur Biot, une première fois avec 200 m de voie et une seconde fois avec 100 m de voie. On peut toujours considérer que ce n'est pas chez moi, que c'est chez l'autre. La Communauté d'agglomération doit être alertée sur le besoin d'efficacité et de transport supplémentaire. En même temps, elle doit l'être également sur les impacts environnementaux qui pourraient se traduire dans le moyen et le haut pays. La ville d'Antibes n'est absolument pas impactée en quoi que ce soit. Essayons de réfléchir à l'intérêt général et à trouver la ligne la moins chère possible et la plus efficace. Il existe probablement de bonnes raisons techniques à l'abandon de la troisième voie. Il aurait fallu nous informer, au moment de la présentation, de l'existence de difficultés techniques et que cela n'aboutirait pas. Nous sommes des élus qui sommes allés voir les populations auxquelles nous avons expliqué que la troisième voie permettrait des liaisons de TER entre Nice et Antibes toutes les quinze minutes...

Concernant la gare LGV, nous nous sommes prononcés pour Cannes. On m'a parfois demandé pourquoi je ne propose pas Antibes également. Vous le savez tous, il existe une gare LGV à l'ouest du département. Il n'y en a ni deux ni trois. La place existe à Cannes. La ville de Cannes est demandeuse. La gare LGV sur Cannes ne fait pas l'objet de contestations qui, je rappelle, s'étaient un peu baladées sur les Bréguières à Mougins.

Je ne voudrais pas que l'on caricature ailleurs dans le département la position de la Communauté d'agglomération. Elle regrette l'arrêt de la troisième voie. Elle s'inquiète du coût, qui peut paraître exorbitant dans un pays comme le nôtre, de 4,2 milliards dans la version la plus basse et de 5 ou 6 milliards dans les versions les plus hautes. Je ne sais pas qui paiera. Je regrette également qu'après ce que nous avons expliqué à la population, nous ne puissions pas leur dire qu'ils ne gagneront pas une seconde jusqu'en 2030 et que le seul but de l'ensemble des travaux présentés servira à une meilleure desserte des trains à l'intérieur des Alpes-Maritimes. Je ne nie pas l'intérêt de ce sujet. Toutefois, une ligne TGV en 2050... Certes, il faut voir loin et il faut voir l'avenir. Néanmoins, nous aurions espéré progresser un peu dans l'amélioration de la rapidité. Si un jour nous voulions avoir une alternative à l'avion entre Paris et Nice, ce sera forcément une LGV qui gagnera du temps dans ce domaine.

Après avoir donné la parole à ceux qui le souhaitent, je vous proposerai des éléments qui me paraissent de bon sens, qui me paraissent pouvoir être compréhensibles par l'ensemble des populations et pour dire à quel point il y a eu, et il y a, un manque de concertation. Nous nous sommes vus, Monsieur le directeur adjoint, il y a une semaine et les plans n'étaient pas exactement les mêmes que ceux que nous constatons aujourd'hui. Cela veut dire qu'il y a encore beaucoup de matières à débattre et à réfléchir ensemble. S'il y avait eu une concertation en amont avec l'ensemble de la CASA, les réticences que nous émettons aujourd'hui auraient pu aboutir à une amélioration du projet.

La parole est à Guilaine DEBRAS.

Mme DEBRAS – Le 18 mai dernier, la commune de Biot avait pris une motion assez négative sur les tracés qui lui étaient présentés à l'époque. Les nouvelles solutions ne sont pas plus engageantes.

Nous regrettons dans la motion cette idée de s'adapter au territoire, pas forcément à Biot mais au sens large. Nous regrettons le coût. Nous regrettons également le développement d'un projet qui nie ce qui existe déjà, c'est-à-dire notre projet de bus-tram. Notre technopole a probablement besoin d'une gare TER. A Biot, on nous parle actuellement de TER mais dans les tracés et dans les contraintes de tracés, nous nous retrouvons en fait avec des lignes pour faire passer du TGV. Pour le moment, il est impossible pour le maire que je suis de défendre ce projet auprès de sa population.

La motion que nous votons ce jour va dans le même sens que ce qui avait été voté à Biot, en réclamant plus d'ouverture malgré les nouveaux tracés qui sont sortis. Il faut que nous continuions à travailler à bien employer l'argent public – c'est très important par les temps qui courent – et à faire en sorte que cette ligne, si un jour elle voit le jour, soit véritablement adaptée à notre territoire et non pas imposée. C'est ce que nous ressentons aujourd'hui.

M. le Président – Y a-t-il d'autres interventions ?

Mme BENASSAYAG – Mesdames, messieurs, bonjour. Je remercie les maires d'avoir exprimé la volonté des élus. Avec ce dernier projet, il semblerait qu'ils aient été écoutés. J'aurais deux propos liminaires. D'abord, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est le passage obligé de l'arc méditerranéen Espagne, France, Italie. Ainsi, nous ne pouvons pas nous priver de ce type de transport.

Ensuite, toutes les demandes des élus lors de la concertation ont été écoutées. Maintenant, il faut être très vigilant parce que nous revenons de loin avec la troisième voie. Certes, nous sommes un peu sceptiques sur la fin de la réalisation de ce projet.

Il faut noter que sur tout le passage de la CASA, les lignes sont souterraines sauf pour le passage de la Brague, situé maintenant très au nord donc impactant moins les habitations des Biotois. Puis, la gare de Sophia Antipolis aux Bouillides, qui est semi-enterrée, impacte moins sur les territoires et sur les projets prévus.

Le département des Alpes-Maritimes et la région PACA sont sinistrés en matière de transport. Si vous regardez le nombre de kilomètres de voie ferrée dans la région PACA – c'est dommage que la carte n'ait pas été présentée – vous verrez 2,5 km pour 10 000 habitants, contre 9 km dans la région Alsace-Lorraine, 7 km dans la région Nord, etc. Le budget est important. Ce sont de très gros projets qui font partie d'un contrat de plan que nous avons déjà raté une fois. Je vous parle en tant que conseillère départementale déléguée aux transports. J'aimerais que nous donnions une belle chance à la concertation publique qui devra donner son avis sur le sujet. Nous sommes les représentants de nos concitoyens. Il faut leur expliquer le fond des choses, la nécessité d'avoir une voie de transit pour le TER dans notre département. N'oublions pas que cette ligne va desservir l'aéroport, ce qui est également une grosse avancée. Certes, nous avons maintenant les bus, ce qui est très bien également, mais nous voyons ses limites. Concernant le transport en général par TER, nous ne pouvons plus rester dans cet état.

Enfin, cela ne va pas à l'encontre de la voie en site propre que nous sommes en train de mettre en place et qui est assez exceptionnelle. Nous savons très bien qu'en 2030, nous aurons encore de nouveaux besoins. Cette ligne nouvelle sera présente et permettra, à côté du bus en site propre, de fournir un service plus pointu.

M. le Président – Merci. La parole est à Marc DAUNIS.

M. DAUNIS – C'est un sujet complexe. J'avais regretté en son temps – quand je dis « regretter », il s'agit d'un doux euphémisme – la méthode inacceptable qui avait été employée, c'est-à-dire celle de la stratégie de l'entonnoir et des changements de pied sans prévenir personne. Cette méthode « entonnoir » consiste à partir d'une soi-disant concertation pour arriver à un point, avec une marge possible de discussion qui avoisine epsilon. Cela voudrait dire en clair : « Vous passez par là où je veux ». Il s'agit d'une méthode un peu étrange de concertation que j'avais qualifiée de technocratique.

Nous nous retrouvons en deuxième temps à discuter de l'opportunité d'une gare LGV sur le territoire. D'entrée, la Communauté d'agglomération a pris une position très nette.

Nous ne participerons pas à une course à l'échalote où chacun veut sa gare LGV, qui ferait qu'à la fin, nous risquerions de ne rien avoir. La position de responsabilité prise par la CASA, je la partage de A à Z en l'occurrence. Il pourrait même y avoir un débat pour savoir s'il est utile d'avoir deux gares LGV dans les Alpes-Maritimes, à partir du moment où il y en a une – celle de Nice-Saint-Augustin avec la plateforme multimodale – qui s'imposait de fait. Dans la concertation, il s'avérerait qu'il y en avait une à l'ouest ; si elle permet un meilleur maillage, tant mieux. La CASA a maintenu sa position. Aujourd'hui, nous constatons un changement de pied de la ville de Mougins. Nous avons dit depuis 2007 que nous soutiendrons à partir du moment où il y a acceptation. C'est Cannes ? Parfait, très bien !

Pour conclure, dans un premier temps, une gare LGV sur Sophia est absurde car elle ne répond pas aux besoins de la technopole et génère des trafics supplémentaires et des installations sur la technopole qui sont hors de sens. Ça... Exit ! C'est le sens de la délibération.

Deuxièmement, nous sommes sur des horizons qui ne sont pas demain l'actualité immédiate (2030-2050). Cela mérite que l'on regarde un peu quand on voit déjà la situation des déplacements. La CASA a investi de façon cohérente, notamment sur le BHNS (bus à haut niveau de service) et un certain nombre de modes de transport (cf. les délibérations en matière de modes doux, etc.). Il aurait été agréable éventuellement qu'il y ait une concertation pour vérifier que la cohérence de tout cela était bien atteinte et que l'on tirait dans le même sens. Je découvre il y a moins d'un an que surgit une implantation sur le secteur du Fugueiret... Absurde ! Avec des impacts sur les communes de Biot, de Valbonne et sur la technopole en particulier. C'est totalement hors du temps, inacceptable. A partir de là, j'ai essayé de voir s'il y avait une solution qui permet d'avoir un accès TER au cœur de la technopole – là où c'est le plus logique – et deuxièmement, de ne pas transiger sur l'impact que cela pourrait avoir sur les différentes communes concernées. Nous en sommes là. Nous n'avons pas de fermeture parce que nous avons toujours eu l'intérêt général chevillé au corps. Par contre, nous ne sommes pas prêts à signer, en dehors d'études précises, des accords qui soient aveugles.

Concernant la nécessité de poursuivre les études, nous prenons ce jour une délibération qui est, comme cela a été par le passé et avec constance par rapport à notre position, conforme à l'intérêt général et à l'intérêt des populations azuréennes et même au-delà, ce qui amène à cette position consensuelle que nous avons tous adoptée et que nous proposons au Conseil communautaire d'adopter, sachant que les uns et les autres intègrent à un moment donné les nécessités, que ce soit en matière de logement, de déplacement, d'activité ou de culture, bref dans tous les domaines, avec à chaque fois la nécessaire recherche de l'équilibre entre le développement et la préservation de l'environnement. C'est ce que nous appelons le développement durable. Il est assez désagréable parfois d'entendre ici ou là des personnes qui, sur le mode du yaka-faukon, donnent des leçons à la terre entière sans se coltiner un peu avec les problèmes et changent, pour certains, de position au gré si ce n'est du vent, en tout cas des humeurs.

M. le Président – La parole est à M. Lionnel LUCA.

M. LUCA – Merci, Président. Je souscris à ce qui a pu être dit et solidairement. Il est évident d'étudier la possibilité d'avoir une gare TER sur le site de Sophia pour permettre une meilleure desserte, à condition que l'on se donne tous les moyens et toutes les précautions en la matière. Les assurances qui sont données avant et les résultats après, nous avons quand même une très mauvaise référence. L'affaire de la troisième voie, nous y avons eu droit en long, en large et en travers. Jean LEONETTI l'a évoqué tout à l'heure. Personnellement, je ne suis pas déçu parce que je n'y ai jamais cru, ce qui me singularisait par rapport à d'autres qui avaient souscrit, plutôt contraints et forcés, et qui ne se faisaient pas trop d'illusions non plus.

La troisième voie, c'était Cannes-Nice. Puis, c'est devenu Antibes-Nice. A l'arrivée, c'est Antibes-Villeneuve-Loubet. Villeneuve-Loubet a payé le prix le plus cher trois ou quatre ans après la réalisation, sans aucune protection, même pas celles qui sont légales. Pourquoi ? Parce qu'il y avait eu un engagement souscrit d'une couverture d'une partie de la voie à proximité des écoles. Puis, à force d'études sur études – c'est quand même très malin de se réfugier toujours derrière la technique pour faire avaler la potion amère – ce qui était faisable par les bureaux d'études de la SNCF ne le devient plus dans le temps. Il y avait un risque d'incendie. Il a fallu trois, quatre ans pour découvrir cela. On n'était pas capable de l'envisager auparavant. Le bilan, c'est que l'on renie sa parole, on renie sa signature (devant ministre, s'il vous plaît). On vous met devant le fait accompli. Puis, à l'arrivée, on vous dit : « On va vous faire juste ce qui était légal de faire dès le départ ». A ce jour, rien n'est fait.

Vous me permettrez une certaine suspicion sur tout ce qui va se faire dans cette concertation publique et surtout sur quoi nous allons arriver. Puis, quand on connaît l'échéance... Mon Dieu, 2050 ! Dites donc ! Quand on regardera les rangs chez nous en 2050 – et je m'inclus dedans – je ne serai pas loin du centenaire. Encore un énième projet mirobolant par son coût et qui débouchera sur beaucoup de débats, d'affrontements, d'excitations, d'énervements... Tout cela pour accoucher même pas d'une souris, d'une chose informe qui ne ressemble à rien. Si vous arrivez à nous démontrer que la troisième voie actuellement faite sert effectivement à quelque chose et qu'elle améliore quoi que ce soit par rapport au coût généré par le contribuable... chapeau ! Nous sommes des élus responsables. Certes, nous ne fermons pas la porte. Certes, il faut réfléchir et voir ce qui est possible d'aménager. Toutefois, souffrez que nous soyons quand même très distants.

M. le Président – Merci, Monsieur le Député. Nous passons au vote de la motion. Qui est contre la motion ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Nous sommes ouverts à la prochaine mouture que vous nous présenterez.

- *Motion adoptée à l'unanimité.*

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

39. Stratégie économique de Sophia Antipolis

M. le Président – Vous avez sur table – et je m'en excuse – une délibération qui s'appelle « soutien à l'économie, orientation du développement économique ». Cette délibération va être présentée par Marc DAUNIS qui est chargé de cette thématique.

Je vous donne en gros le pourquoi du retard et le pourquoi de cette action. Le pourquoi du retard est assez simple. Nous avons longuement concerté avec nos partenaires économiques et académiques (les unités de recherches, l'université et l'ensemble du tissu économique de Sophia Antipolis).

Dans ce contexte, nous pouvons nous réjouir d'un certain nombre de choses : le fait d'avoir obtenu un certain nombre de labels, dont l'Idex (Initiatives d'excellence) qui est une chance pour un territoire comme Sophia Antipolis, le fait de faire partie de la French Tech et le fait de constater également que dans la course internationale pour trouver du développement économique et de l'innovation, Sophia Antipolis tient bien sa place. Par conséquent, il faudrait que nous l'épaulions pour aller plus loin. C'est la raison pour laquelle un certain nombre de propositions ont été faites. Elles ont été l'objet d'une longue concertation. Pourquoi avoir tardé ? C'est le fruit de cette concertation. Pourquoi vous la présenter – et je m'en excuse une fois de plus – sans vous l'avoir envoyée ?

C'est parce que cette finalisation se faisait autour d'un cadrage financier et en concertation avec le Conseil régional qui a également la charge du développement économique sur lequel nous allons travailler dans la même orientation.

Enfin, pourquoi aujourd'hui et ne pas attendre le prochain Conseil ? D'ici la fin de l'année, il faut que nous ayons contractualisé avec la Région pour faire en sorte que le développement économique du site de Sophia Antipolis soit pleinement opérationnel. C'est la raison pour laquelle il fallait prendre cet engagement. Je cède la parole à Marc DAUNIS qui va vous exposer la délibération que vous avez sous les yeux.

M. DAUNIS – Monsieur le Président, mes chers collègues, quand nous parlons de développement économique, n'oublions jamais, nous parlons « emploi » derrière, de création de richesse. Nous sommes dans une des priorités de notre communauté d'agglomération, certes par la nature de notre territoire mais aussi par notre volonté partagée. Nous pouvons avoir la main sur le cœur, déplorer les fermetures de telle ou telle entreprise. Puis, une autre façon consiste à dire : au-delà de ce que nous subissons, essayons d'être acteurs pour faire en sorte que ce qui, dans certains endroits, est un drame devient chez nous parfois des opportunités. C'est pour cela que le développement économique dans toutes ses formes, que ce soit d'emplois non délocalisables liés au commerce, au tourisme, que ce soit dans des petites unités dans les villages ou que ce soit au cœur de la première technopole d'Europe revêt la même importance à nos yeux.

Nous avons une conviction absolue en dépit des résultats de la technopole. Alors que nous ne sommes pas encore sortis d'une crise mondiale, nous avons un territoire qui, ces trois dernières années, mes chers collègues – prenons-en conscience – affiche sur la technopole en solde net la création de 3 000 emplois. Est-ce qu'ils ont été créés spontanément ? Bien sûr que non. Ils ont été créés parce que nous avons su faire le business pôle, parce qu'il y a des talents chez nous, sur notre territoire, comme il n'y en a nulle part ailleurs, parce qu'il existe une attractivité que nous savons entretenir.

Par contre, nous avons une deuxième certitude. Nous sommes dans une concurrence internationale. Par exemple, dernière actualité, Intel, qui restructure ses centres en Europe, a décidé de le faire en Allemagne en l'occurrence. Certaines situations dans un autre territoire auraient pu se traduire par un drame humain, multiplié par x exemplaires. Cela continue certes à être un traumatisme pour les personnes concernées. En même temps, il existe une capacité d'accompagnement et une autre activité du territoire. Nous sommes en capacité d'apporter des réponses et d'avoir un solde net en création. C'est pour cela que notre soutien est impératif. De plus, nous en avons les possibilités budgétaires. Rappelez-vous, la réactualisation entre autres des bases des entreprises sur les territoires de Valbonne et de Biot a dégagé des recettes supplémentaires. Nous avons pris l'engagement de réinvestir. Nous avons déjà commencé à le faire dans le développement économique. Nous avons élaboré un plan en liaison étroite avec les acteurs économiques.

Ce plan est assez simple. Nous avons besoin premièrement d'accompagner les entreprises dans leur recherche de compétitivité. Certes, il existe les mesures gouvernementales ainsi que les aides et l'action des autres collectivités. Puis, il y a notre propre travail. Fondamentalement, il peut être résumé par la mise en place d'un Sophia Business Act sur lequel nous avons travaillé depuis des années et qui prend sa traduction aujourd'hui avec des mesures telles que la création d'un prix d'excellence, le prêt d'honneur très important pour des startups sur Sophia et l'accès au marché public parce que cela peut leur permettre, à travers ce territoire d'innovation que constitue la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, de pouvoir constituer une référence et ainsi, à l'international, de montrer qu'ils ont des savoir-faire éprouvés.

Le deuxième secteur concerne l'animation, le rayonnement et l'attractivité de la technopole. Nous avons simplifié la gouvernance à travers le SYMISA. Nous accentuons ce travail.

Deuxièmement, nous accompagnons les acteurs dans la recherche de financement.

Troisièmement, alors que souvent l'intelligence créée sur la technopole alimente des sommets internationaux, que ce soit en Chine, aux Etats-Unis, dans le reste de l'Europe ou dans d'autres endroits du monde, il s'agit d'être capable de créer chez nous une visibilité, une fierté mais aussi une réalité à travers des sommets. Concernant le soutien actif à l'IDEX UCA JEDI, nous avons à mettre en place et à exploiter ce centre de référence numérique sur la Technopole.

Enfin, les intentions et les actions sont claires, il s'agit de mettre en place les outils nécessaires pour cela. Concernant le premier point qui est la mobilité, je ne vais pas reprendre le débat précédent. En deuxième point, nous avons aujourd'hui un aménagement en cours avec une action communautaire forte sur le secteur des Trois Moulins, sur le secteur de Biot autour de Sophia Tech puis sur les nouveaux terrains à Valbonne, avec une action portée par la commune en partenariat étroit avec la CASA et le SYMISA sur les Clausonnes et le secteur du Fugueiret. A partir de là, il est impératif de se structurer en faisant en sorte que la réussite que nous avons eue – extraordinaire avec le business pôle actuel, avec la possibilité d'avoir des pépinières d'entreprises, des incubateurs, demain des accélérateurs, bref tout ce qui fait l'innovation, l'intelligence et la création d'entreprise sur la technopole – prenne un essor supplémentaire. Ce sera l'aménagement sur cette cité des savoirs.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver ces grandes orientations, de valider cette création d'un business pôle 2 et de déléguer au Bureau communautaire le soin de mettre en musique ces orientations majeures qui sont présentées ce jour à votre approbation.

Merci, Monsieur le Président. Merci, mes chers collègues.

M. le Président – Je vous propose que nous votions toutes ces mesures ; vous les verrez ensuite déclinées une à une. Elles sont le fruit d'une concertation avec les acteurs économiques (Sophia Club Entreprises). Elles viennent compléter le livre blanc de Sophia Antipolis, en lien avec l'université et la recherche. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2. Procès-verbal de la séance du 27 juin 2016 – Approbation

M. le Président – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

3. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire

M. le Président – Le Bureau communautaire les a toutes prises à l'unanimité. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

4. Commission « environnement » – Modification de la représentation de Tourrettes-sur-Loup

M. le Président – Il s'agit d'approuver le remplacement de Madame Anne GUERRAULT par Monsieur Damien BAGARIA à la demande de la commune. Même vote ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

5. Commission intercommunale pour l'accessibilité – Modification et désignation des représentants

M. le Président – La commission intercommunale pour l'accessibilité a été modifiée. Sa composition a été élargie, à la suite de la loi du 28 décembre 2015, à des associations qui représentent tous les types de handicaps, les personnes âgées, les acteurs économiques et les usagers de la ville. Nous prenons acte de cette mission supplémentaire et de ces élargissements. Je vous propose, conformément à la loi, d'arrêter cet élargissement de la commission intercommunale pour l'accessibilité. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

6. SPL théâtre communautaire d'Antibes – Rapport annuel 2015 des administrateurs au conseil d'administration

M. le Président – Ce rapport date déjà parce qu'en 2015, il y avait 11 000 abonnés et 56 000 billets vendus. A ce jour, nous en sommes à 12 000 abonnés et 100 000 billets vendus, dont 80 % étaient liés au théâtre. L'indicateur financier de l'époque montrait que les dépenses s'élevaient à 1 287 540 €. Nous n'avons en rien modifié la subvention pour le théâtre communautaire qui est désormais fixée et qui bénéficie de l'aide du Casino sur les manifestations artistiques de qualité à hauteur de 0,7 million d'euros.

- *Le Conseil communautaire prend acte du rapport annuel.*

7. Nautipolis – Rapport annuel 2015 retraçant les conditions d'exécution du service public

M. le Président – Nautipolis est notre centre nautique de Sophia Antipolis. Nous prenons acte de la transmission par le délégataire à la CASA du rapport annuel.

Il y a une hausse des entrées individuelles et un recul des abonnements. Les restaurations n'atteignent pas l'objectif d'équilibre financier mais connaissent une hausse de sa fréquentation. C'est plutôt une bonne nouvelle. Cela veut dire que les prix baissent. Cette DSP n'a pas de compensation tarifaire. La Communauté d'agglomération a fait l'effort de l'investissement et a chargé la DSP de trouver le petit équilibre. Elle le fait dans le respect des éléments qui sont fournis dans le cadre de la DSP. C'est grâce à un effort sur les dépenses qu'elle a réussi à réduire ses pertes.

La fin de contrat étant 2018, la DSP sera relancée à cette époque. Je vous demande de prendre acte alors qu'elle a reçu un avis favorable de la commission consultative des services publics locaux.

- *Le Conseil communautaire prend acte du rapport annuel.*

8. SPL Sophia – Rapport de gestion 2015 de l'administrateur au conseil d'administration

M. le Président – Nous avons deux SPL, une qui travaille plutôt sur Sophia Antipolis et l'autre qui travaille sur Antibes Juan-les-Pins. La SPL Sophia a fourni un rapport annuel des administrateurs. En matière statutaire, de nouvelles communes l'ont intégrée – en plus de la ville initiale qui était celle de Valbonne – dont Biot et Tourrettes-sur-Loup. La demande de Bar-sur-Loup est en cours d'examen.

En termes de projet, l'espace associatif, culturel et polyvalent du Rouret a été inauguré le 17 septembre dernier. La ZAC des hauts de Roquefort est en chantier dans sa composante « logement ». Le permis de construire des Clausonnes a été déposé ; sa validation est attendue pour fin octobre.

Je vous demande l'approbation, avec un avis favorable de la commission consultative et des services publics locaux. Les administrateurs ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

9. SPL Antipolis Avenir – Rapport annuel 2015 des administrateurs à la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis

M. le Président – Le champ d'action de la SPL Antipolis Avenir s'étend sur Marenda Lacan, sur la ZAC des Combes et sur l'espace Bunoz, avenue Jules-Grec. Les administrateurs ne prennent pas part au vote. Je vous demande l'approbation. Ce rapport a également été présenté en conseil municipal. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

10. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Convention de partenariat – Modification

M. le Président – Anthéa bénéficie de sponsors et de mécènes. Ces partenaires bénéficient de packages qui font le prix du billet, avec le droit d'effectuer une prestation dans des cocktails ou dans des manifestations qui suivent ou précèdent les représentations. La SPL a souhaité avoir un panel de ces modulations possibles entre 3 000 € et 8 000 € selon les formules de partenariat proposées. Nous vous demandons donc d'adopter cette nouvelle convention de partenariat avec des modifications matérielles pour que de nouvelles prestations puissent être ajoutées à ce partenariat qui fonctionne bien. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

11. Prise de la compétence « accueil des gens du voyage » – Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil

M. le Président – Nous avons la chance, ou plutôt la volonté, de disposer sur la Communauté d'agglomération de deux aires d'accueil, à Vallauris et à Antibes, ce qui n'est pas le cas dans tout le département. La nouvelle compétence « accueil des gens du voyage, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil », prévue par la loi NOTRe (loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République), passe désormais des communes à la Communauté d'agglomération. Ces deux aires d'accueil rentrent, à partir du 1^{er} janvier 2017, dans la compétence obligatoire de la Communauté d'agglomération. Je vous demande donc de modifier le statut puisque la Communauté d'agglomération a désormais des compétences supplémentaires et en même temps de saisir les conseils municipaux pour des délibérations concordantes. Il s'agit d'une simple application de la loi NOTRe avec le transfert des aires d'accueil. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ACTION FONCIERE

12. Réalisation de programmes mixtes d'habitat sur la commune d'Antibes Juan-les-Pins – Convention opérationnelle multisites avec l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, la commune d'Antibes Juan-les-Pins et la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis – Avenant n°4

M. le Président – Nous avons des programmes d'habitat. Depuis longtemps, nous avons une convention opérationnelle multisites, c'est-à-dire sur tout l'ensemble de la Communauté d'agglomération, avec l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur qui porte les terrains financièrement à condition qu'ils aient un intérêt communautaire, soit dans le but d'y faire de l'aménagement d'habitat, soit dans le but de faire de l'aménagement économique. La convention se termine le 31 décembre 2016. Nous avons un avenant qui sert exclusivement à proroger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2018. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

POLITIQUE DE LA VILLE

13. Fonctionnement des antennes de justice CASA d'Antibes Juan-les-Pins, Valbonne Sophia Antipolis/Biot et Vallauris Golfe-Juan – Convention – Renouvellement

Mme SALUCKI – Il s'agit d'un renouvellement de convention pour les antennes de justice CASA d'Antibes Juan-les-Pins, Valbonne Sophia Antipolis/Biot et Vallauris Golfe-Juan. Cette dernière convention, signée en août 2011, arrive à expiration. Il s'agit d'une convention passée entre la préfecture des Alpes-Maritimes, les services du Tribunal de grande instance de Grasse, la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse, le service territorial d'insertion et de probation, le conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-Maritimes et l'ordre des avocats du barreau de Grasse. L'objet de cette convention est de définir l'intervention de chaque partenaire en rappelant les missions des antennes de justice et en précisant les intervenants. Les antennes ont pour objectif de développer des réponses alternatives pour lutter contre la petite et la moyenne délinquance et le sentiment d'impunité. Elle constitue un cadre privilégié pour mettre en œuvre des mesures de médiation pénale et/ou familiale et de conciliation judiciaire en matière civile pour mener des actions d'aide aux victimes et d'aide à l'accès aux droits, en coordination avec le conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-Maritimes. Elles ont donc à la fois une mission judiciaire, une mission d'accueil, d'information juridique et d'orientation du public, notamment des victimes. Il est question de renouveler cette convention pour cinq ans.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

14. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Protocole relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE – Avenant

Mme SALUCKI – Le PLIE concerne l'accompagnement de personnes à partir de 26 ans jusqu'à beaucoup plus. Il avait été voté et signé en février 2016 par le Conseil communautaire en protocole relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE. Les services du Département se sont rendu compte qu'il y avait une erreur dans la rédaction de ce protocole. Les services du Conseil départemental ont rédigé un nouveau document qui ne modifie pas l'économie générale du protocole initial mais qui se contente de rectifier l'erreur matérielle commise sur la nature du régime d'aide retenu, notamment en raison de son montant. Il est donc question d'approuver l'avenant au protocole qui corrige cette erreur se rapportant au partenariat du Département avec le PLIE. Cela concerne les bénéficiaires du RSA.

M. le Président – Qui souhaite intervenir ? Qui vote contre ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

15. Mise en œuvre d'un chantier-école destiné aux bénéficiaires du PLIE de la CASA – Convention de coopération avec la commune d'Opio

Mme SALUCKI – Il s'agit d'un très beau projet qui concerne la mise en œuvre d'un chantier-école destiné aux bénéficiaires du PLIE de la CASA et une convention de coopération avec la commune d'Opio qui met à disposition un terrain agricole afin de faire bénéficier les adhérents au PLIE, et particulièrement les bénéficiaires du RSA, d'une formation et d'un accompagnement professionnel et individualisé.

C'est une action remarquable qui donne de très beaux résultats dans la mesure où beaucoup de ces personnes ont pu trouver à terme un emploi. En 2016, cinq d'entre eux ont déjà participé à des chantiers organisés par la CASA sur les communes d'Antibes et Châteauneuf. Nous pouvons être très satisfaits des résultats.

La CASA s'engage à financer le coût de la prestation qui sera confiée à un organisme de formation dûment sélectionné pour organiser et encadrer ce chantier. Le coût total maximum estimé de l'action est évalué à 24 500 €. La commune d'Opio s'engage à mettre à disposition pour la durée du chantier (deux mois) un terrain destiné à l'exploitation agricole d'une oliveraie dite L'Oliveraie de l'amphithéâtre d'Opio. Elle s'engage à fournir via son service technique le matériel nécessaire, les équipements de protection individuelle et les outils de travail pour les participants du chantier. Elle désignera un agent référent au sein de son service technique qui sera en relation directe avec l'organisme de formation retenu par la CASA.

Il est proposé :

- un accompagnement individualisé dans les finitions du projet professionnel ;
- la mise en place d'ateliers de pratique professionnelle ;
- le développement du savoir-être ;
- la sensibilisation des bénéficiaires à la découverte du patrimoine culturel.

Considérant que ce projet est d'intérêt communautaire, je vous propose d'approuver la convention de coopération entre la commune d'Opio et la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis dont le projet est joint en annexe.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

16. Conseil en énergie partagé – Conventions de partenariat avec les communes pour la période 2016-2019 – Renouvellement et nouvelles adhésions

M. LUCA – Cette délibération concerne plus particulièrement l'énergie avec la poursuite du travail effectué par le conseil en énergie partagé (CEP) qui a été développé dès 2013 sur un plan de trois ans qui se termine maintenant, et qui a anticipé en quelque sorte le plan climat-énergie territorial (PCET) qui a été mis en place en 2014. Il faut féliciter celles et ceux qui ont eu cette initiative à ce moment-là. Le CEP aide les petites communes du territoire communautaire à mieux maîtriser leurs dépenses énergétiques à travers un service commun. La CASA finance, les communes participent.

Ce CEP permet un certain nombre d'avancées non négligeables :

- optimiser les consommations d'énergie et d'eau ;
- réaliser des diagnostics énergétiques ;
- apporter une expertise technique ;
- optimiser l'éclairage public et limiter la pollution lumineuse ;
- former les personnels et les élus ;
- améliorer d'une manière générale le confort thermique.

Les six communes, à l'époque volontaires, avaient pour objectif d'essayer de réaliser au minimum 100 000 € d'économie. A l'arrivée, nous constatons que 111 000 € d'économie ont été réalisés, donc bravo ! Le plan se terminant ces jours-ci, il est tout à fait nécessaire de le renouveler puisque les communes sont toujours volontaires. A ceci près que les subventions que nous avons jusque-là de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et de la Région – nous pouvons le regretter – n'ont pas été renouvelées. Il fallait reconfigurer ce plan avec les participations uniques de la CASA et des communes. C'est ce qui a été fait. Les communes de Bar-sur-Loup, Biot, Opio, Le Rouret et La Colle-sur-Loup ont décidé de renouveler leur participation à ce dispositif. Les communes de Châteauneuf et Valbonne ont également rejoint le programme. Il vous est donc demandé de l'accepter, sachant que l'objectif cette fois-ci est mis à 171 000 € d'économie, ce qui est plus important encore que précédemment. Vous avez des documents annexes qui vous permettent d'en juger. Je suppose que tout le monde sera d'accord pour renouveler ce CEP, même si nous pouvons déplorer des retraits qui étaient tout de même bien utiles.

M. le Président – Merci. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Si d'autres communes veulent adhérer, il faut continuer à avoir cette politique d'aide à l'économie d'énergie. C'est une façon de marier légalement l'écologie et l'économie. Dépenser moins en faisant mieux, c'est véritablement une bonne stratégie.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RISQUES NATURELS

17. Adhésion au syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin

M. le Président – Il s'agit d'une préfiguration de la GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) et de l'EPTB (établissement public territorial de bassin).

Mme DEBRAS – Dans toutes ces instances qui s'occupent des inondations, il existe une multitude de schémas organisationnels. S'y trouvent le SIAQUEBA (syndicat intercommunal de l'amélioration de la qualité des eaux de la Brague et de ses affluents), le syndicat intercommunal de la Vallée du Loup et le syndicat intercommunal du bassin versant de la Cagne qui mène des missions liées à la gestion des inondations dans le cadre du pilotage des PAPI (programmes d'action de prévention des inondations). L'action de ces syndicats dépasse largement le périmètre de la CASA.

Les communes mènent pour la plupart des travaux de lutte contre les inondations et réalisent des actions de sensibilisation de la population. La CASA porte depuis quelques années le PAPI au titre duquel elle coordonne les actions de lutte contre les inondations et met en place les actions de sensibilisation des scolaires et de la population. Elles œuvrent également pour la réduction de la vulnérabilité des établissements recevant du public.

Le Département intervient également sur le territoire de la CASA, notamment dans la gestion postcrue de l'an passé avec Force 06. Il est également présent sur les différentes actions du PAPI, dont le PAPI Cagne-Malvan porté par le SIBC (syndicat intercommunal du bassin versant de la Cagne).

Pour simplifier ces organisations, la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) introduit un changement de gouvernance.

Elle crée un bloc de compétences dit GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations), dont nous aurons à parler dans les mois qui viennent. Initialement, cette compétence devait passer au bloc communautaire le 1^{er} janvier 2016, cela a été repoussé au 1^{er} janvier 2018. A cette date, la CASA deviendra obligatoirement compétente. Toutefois, suite à ce qui nous arrivait le 3 octobre 2015, la CASA a la volonté de ne pas rester inactive et anticipe la prise de compétence GEMAPI avant ce 1^{er} janvier 2018 obligatoire. Sur la base de ces missions, l'Etat et le département des Alpes-Maritimes ont décidé de proposer au niveau départemental l'établissement public territorial de bassin (EPTB) au 1^{er} janvier 2018. Dans cette perspective, le département des Alpes-Maritimes a annoncé, dès avril 2016, un travail sur la création de cet établissement, en créant au préalable un syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin. Le terme EPTB est donc un label que ce syndicat mixte pourrait obtenir.

Ce syndicat mixte ouvert va connaître deux périodes, dont une première phase de préfiguration en 2017. Cette phase est obligatoire pour tous les EPCI à fiscalité propre et a notamment pour objectif l'élaboration d'une stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE).

Dans la réflexion générale et l'organisation de l'exercice de cette future prise de compétence GEMAPI, la CASA a décidé d'adhérer au SMIAGE pour sa phase de préfiguration, avec possibilité de se retirer de ce syndicat à la fin de cette phase si nous en jugions l'opportunité.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de valider cette adhésion au SMIAGE à partir du 1^{er} janvier 2017 pour la période de préfiguration ;
- de valider les statuts du SMIAGE ;
- d'autoriser le paiement de la cotisation pour la phase de préfiguration de 12 000 € ;
- d'imputer la cotisation au service de prise en charge de la prévention des inondations ;
- de désigner deux délégués titulaires et deux délégués suppléants pour siéger au comité syndical du SMIAGE ;
- d'autoriser la vice-présidente déléguée aux risques naturels à signer tout document s'y afférant.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Concernant les délégués, j'ai reçu les candidatures de Guilaine DEBRAS et de moi-même (Jean LEONETTI) en titulaires, puis de Michelle SALUCKI et de Lionnel LUCA comme suppléants. Nous faisons partie du quatuor sympathique qui a pris beaucoup d'inondations dans les mois précédents. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Etes-vous d'accord pour que nous votions à main levée et non pas par bulletin secret ? Personne ne s'y oppose. Je vous propose ces candidatures. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elles sont adoptées. Je félicite les joyeux titulaires de l'eau.

- *Sont élus représentants de la Communauté d'agglomération au syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin : Madame DEBRAS et Monsieur LEONETTI (titulaires) ; Madame SALUCKI et Monsieur LUCA (suppléants).*

ACTION CULTURELLE

18. Mise en place de points relais dans les médiathèques communautaires – Convention de partenariat avec le réseau Canopé

M. ROSSI – Il s'agit de mettre en place un partenariat dans les points relais des médiathèques communautaires avec le réseau Canopé, l'opérateur du ministère de l'Education nationale qui promeut les usages éducatifs et innovants du numérique dans les domaines de l'éducation, des arts et de la culture. Il s'agit de mettre en place des compléments de collections et des animations gratuites dans les médiathèques. Nous vous demandons d'approuver les termes de la convention de partenariat dont vous avez eu connaissance.

M. le Président – Un partenariat de la médiathèque avec l'Education nationale constitue une très bonne nouvelle, surtout quand c'est gratuit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

FINANCES

19. Budget général – Décision modificative n°1

M. MAURIN – Après un semestre de vie financière, il est important de réaliser quelques ajustements, notamment en ouvrant quelques crédits complémentaires en fonctionnement et en fermant certains en investissement.

En fonctionnement, nous allons noter une hausse des recettes de 515 000 € qui provient, d'une part, d'un ajustement de la dotation globale de fonctionnement qui, par précaution et prudence, avait été estimée à un certain montant. En l'occurrence, nous avons le montant définitif. Par conséquent, nous rajoutons en recettes 174 000 €. D'un autre côté, 341 000 € proviennent de la CCI. La Communauté d'agglomération a versé, consécutivement aux inondations qui ont eu lieu l'année dernière, une certaine somme avec mission d'attribuer des subventions aux artisans et commerçants au vu d'une réglementation qui était préétablie entre les deux organismes. Pour autant, tout n'a pas été versé. Ainsi, la CCI a restitué une somme. Ces deux sommes, qui totalisent 515 000 € – la dotation globale de fonctionnement et la part restituée par la CCI – sont versées aux recettes de fonctionnement. En contrepartie, nous inscrivons la même somme en dépenses. Cette somme est affectée au développement économique.

Concernant les investissements, il s'agit d'une réduction des crédits qui se fait par rapport à l'inscription d'écritures patrimoniales dues aux intégrations de l'actif de certains biens communautaires à Biot et Villeneuve-Loubet et à la fermeture de crédits qui étaient préalablement inscrits.

Globalement, cette opération affecte le volume budgétaire à la baisse d'un montant de 8 538 €.

M. le Président – Il vous est demandé d'approuver cette décision modificative. La part la plus importante concerne cet engagement que nous avons eu vis-à-vis des entreprises pendant l'inondation, avec des critères qui n'étaient pas remplis par certaines, le retour financier et le réinvestissement dans le champ de l'économie. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

20. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) – Exonérations 2017

M. MAURIN – Concernant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, comme chaque année, nous vous proposons d'exonérer un certain nombre d'entreprises sur l'ensemble de nos communes de la Communauté d'agglomération, non pas pour faire un cadeau mais parce qu'elles ont par ailleurs un prestataire privé qui assure cette collecte et ce traitement. Le nombre des entreprises a tendance à diminuer, de 39 entreprises l'année dernière, nous passerions à 34 entreprises cette année. Vous avez une liste qui vous précise ville par ville les entreprises qui assurent elles-mêmes avec un prestataire privé la collecte et le traitement des ordures ménagères.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

21. Dotation de solidarité communautaire 2016

M. MAURIN – Cette dotation de solidarité communautaire qui, au fil des années et par décision du Conseil communautaire, a été accrue et augmentée est aujourd'hui à 6 millions d'euros. Elle fait partie d'un des versements de la CASA vers les communes membres. Le but de cette dotation de solidarité communautaire est de reverser aux communes une partie de la croissance du produit fiscal communautaire selon des critères à dominante préélectorales.

Cette dotation de solidarité communautaire était jusqu'alors facultative. Une loi oblige les établissements publics de coopération intercommunale à créer cette dotation de solidarité communautaire uniquement pour les communes qui ont un support de contrat de ville. Parmi nos 24 communes, seule la commune de Vallauris a ce contrat de ville. Pour autant, la CASA, qui avait démarré cette dotation de solidarité communautaire bien avant cette loi, choisit de continuer d'appliquer une DSC à l'ensemble des 24 communes qui la composent.

Cette année, la révision des bases a fait que les communes de Valbonne et de Biot ont perçu une dotation de solidarité communautaire plus forte. Comme c'est à somme égale (6 millions), si certains reçoivent plus, d'autres reçoivent moins. Cette réévaluation des bases n'aura un effet de pic que cette année. Il est proposé par le Président de compenser à hauteur de 232 764 € chacune des communes qui perçoivent moins qu'en 2015 pour limiter les effets liés à la revalorisation ponctuelle des bases. Pour cette année, de manière exceptionnelle, nous serons non pas à 6 millions d'euros mais à 6 232 764 €. Un tableau précise la dotation 2015 pour chacune des collectivités. Le montant garanti pour celles qui vont percevoir moins est donc le montant total avec la différence de 232 764 € en 2016.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Il s'agit d'une année un peu compliquée avec des baisses significatives et injustifiées pour certaines communes qui avaient pourtant fourni un effort économique important. C'est la raison pour laquelle nous avons fait le choix que celles qui progressent de manière forte en matière économique continuent à progresser et que celles qui baissent... ne baissent pas. Autrement dit : quand on gagne, on gagne et quand on perd, on ne perd pas. C'est pour cette année et en solidarité avec les communes qui se seraient quelquefois trouvées devant des difficultés financières. Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie pour ces communes qui bénéficient de ce plancher.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

22. Recueil des tarifs de la CASA 2016 – Mise à jour

M. MAURIN – Nous avons deux modifications mineures concernant la mise à jour des tarifs. La CASA propose des prestations de service, dont certaines présentent un caractère onéreux pour l'utilisateur. D'une part, concernant Nautipolis, différents espaces qui sont loués pour des activités font l'objet d'une modification tarifaire et également d'ajout de prestations en lien avec l'école de natation.

Par ailleurs, la deuxième modification tarifaire concerne le parking d'Anthéa qui est totalement complet lorsqu'il y a un spectacle. Par contre, en dehors de ces moments-là, l'étiage est assez bas bien que nous ayons mis en place la tarification au quart d'heure comme prévu par la loi. Pour inciter les usagers du quartier à fréquenter beaucoup plus ce parking, nous proposons d'étendre la franchise, qui était jusqu'alors de 30 minutes, à 1 heure de façon à simplifier la tarification et surtout qu'elle soit plus incitative en dehors des séances de théâtre.

M. le Président – De plus, ce territoire connaît tellement d'offres de parking, qui doivent être rationalisées sur la zone. A partir du moment où nous construisons le conservatoire ainsi que d'autres infrastructures sur Antibes, il était logique d'essayer de donner une attractivité dans la journée au parking, notamment avec la franchise d'une heure gratuite. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

23. Fonds de concours d'équipements – Approbation du règlement révisé

M. MAURIN – Nous avons une modification du règlement de ce fonds de concours d'équipements qui a été instauré dès 2003 au niveau de la CASA et qui a permis aux communes qui en faisaient la demande, et qui continue d'ailleurs à le permettre, d'obtenir des fonds de concours qui viennent diminuer les participations communales. Jusque-là, les travaux consécutifs aux périmètres scolaires étaient pris en charge à hauteur de 20 %. La modification majeure qui vous est proposée dans ce règlement révisé consiste à passer ce taux d'intervention de 20 % à 30 % pour l'ensemble des communes qui feraient ce type de travaux.

M. le Président – Cette augmentation fait suite en partie à la sollicitation de l'Education nationale, les services de la préfecture et de l'inspecteur d'académie, pour effectuer des travaux de sécurité en prévention d'éventuels actes terroristes sur nos écoles, ce qui entraîne des dépenses supplémentaires pour les communes. Ces travaux varient. Parfois, il faut occulter simplement la cour de récréation. D'autres fois, il faut mettre des portiques ou des portails alors qu'il n'y en avait pas auparavant. Nous avons voulu accompagner ces engagements de travaux dans les écoles avec un passage à 30 % sur tous ces travaux de sécurité. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RESSOURCES HUMAINES

24. Ajustement du tableau des effectifs

M. MAURIN – Il s'agit de la création d'un emploi dans le cadre d'un contrat local de développement de l'économie sociale et solidaire. Pour cet emploi, la CASA a sollicité, et a obtenu, auprès de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur une aide financière de 40 000 €. La proposition concerne l'ouverture de la création d'un poste. Par ailleurs, une transformation systématique par rapport à l'avancement et à l'ancienneté concerne 51 postes (sans création).

M. le Président – Il s'agit d'un poste supplémentaire qui est financé par contrat. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

COMMANDE PUBLIQUE

25. Commission d'appel d'offres – Election de ses membres

M. le Président – La commission d'appel d'offres est renouvelée, comme vont être renouvelées la commission d'ouverture des plis et la commission consultative de la commande publique.

M. MAURIN – Il s'agit d'une réforme récente du droit des marchés publics. Dans cette délibération, il s'agit de fixer les règles de fonctionnement de cette instance communautaire et de procéder à l'élection des membres de ladite commission constituée pour la durée restant à courir du mandat.

Le quorum de la commission d'appel d'offres est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si après une première convocation ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée mais elle se réunit et délibère valablement sans aucune autre condition de quorum. En cas de partage de voix, la voix du président de la commission d'appel d'offres a voix prépondérante.

Il vous est proposé :

- d'approuver les règles de fonctionnement de la commission d'appel d'offres telles que définies ci-dessus ;
- de procéder à l'élection de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants du Conseil communautaire.

M. le Président – Concernant l'approbation des règles de fonctionnement, le réajustement est nécessaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité..*

M. le Président – Concernant les cinq membres titulaires et les cinq suppléants, je félicite les heureux volontaires. Il s'agit d'une commission à la fois difficile et dans laquelle le présentéisme est indispensable. Quels sont les noms proposés, Monsieur MAURIN ?

M. MAURIN – Les membres titulaires proposés sont : Serge AMAR, Alain ARZIARI, Roger CRESP, Richard RIBERO et René TRASTOUR. Les cinq suppléants sont : Marie BENASSAYAG, Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT, Christophe ETORE et Gilbert TAULANE. Un nouveau président de la commission sera désigné par Monsieur le Président.

M. le Président – Je nomme Damien BAGARIA.

S'il n'y a pas d'autres candidats, je vous propose un vote à main levée. Y a-t-il d'autres candidats ? Qui est contre le vote à main levée ? Qui est contre les membres cités en titulaires et en suppléants ? Qui s'abstient ? Nous les félicitons.

*Sont élus membres titulaires de la commission d'appel d'offres : Monsieur AMAR, Monsieur ARZIARI, Monsieur CRESP, Monsieur RIBERO et Monsieur TRASTOUR ;
Sont élus membres suppléants : Madame BENASSAYAG, Madame DEBRAS, Madame DUMONT, Monsieur ETORE et Monsieur TAULANE ;
Est désigné président de la commission d'appel d'offres :
Monsieur Damien BAGARIA*

26. Commission d'ouverture des plis – Election de ses membres

M. MAURIN – La commission d'ouverture des plis est une commission consultative. Dans l'esprit de la CASA, nous avons toujours cherché à avoir la plus grande sécurité juridique.

M. le Président – Je vous demande d'approuver la création de la commission. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Concernant les modalités de vote, voulez-vous un vote à bulletin secret ou bien à main levée ? Personne ne s'oppose au vote à main levée.

J'ai proposé comme membres titulaires Serge AMAR, Alain ARZIARI, Roger CRESP, Richard RIBERO et René TRASTOUR et comme membres suppléants Marie BENASSAYAG, Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT, Christophe ETORE et Gilbert TAULANE. Ce sont les mêmes que précédemment mais dans une autre fonction. Dans la commission d'appel d'offres, ils ont été élus membres titulaires et suppléants. Maintenant, ils vont être, si vous en êtes d'accord, élus titulaires et suppléants de la commission d'ouverture des plis. Nous avons voté le principe. Je vous ai proposé des noms. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Sont élus membres titulaires de la commission d'ouverture des plis :
Monsieur AMAR, Monsieur ARZIARI, Monsieur CRESP, Monsieur RIBERO et
Monsieur TRASTOUR ;
Sont élus membres suppléants : Madame BENASSAYAG, Madame DEBRAS,
Madame DUMONT, Monsieur ETORE et Monsieur TAULANE.*

27. Commission consultative de la commande publique – Désignation de ses membres

M. le Président – La commission consultative de la commande publique est encore un autre type de commission qui ne va avoir que des membres titulaires qui sont les titulaires de la commission d'appel d'offres.

M. MAURIN – Les marchés publics permettent aux collectivités territoriales d'attribuer des marchés que nous appelons à procédure adaptée lorsqu'ils sont supérieurs à 90 000 € et inférieurs au seuil des procédures formalisées en fonction du type de marché. Chaque fois que nous avons des marchés qui entrent dans ce cadre, la commission consultative de la commande publique est consultée. Les dossiers lui sont présentés de façon à ce qu'elle ait connaissance de la globalité des marchés publics qui ont été passés, soit dans le cadre de la commission d'appel d'offres, soit dans le cadre de la commission consultative.

Cette commission a été créée par précaution, de façon à ce que les membres soient tout à fait au courant de toutes les procédures de marché public initiées par la CASA, y compris celles qui entrent dans le cadre des procédures adaptées. L'information est donnée aux seuls membres titulaires de la commission d'appel d'offres. Par conséquent, nous reprenons les membres titulaires pour cette commission consultative qui sont : Serge AMAR, Alain ARZIARI, Roger CRESP, Richard RIBERO, René TRASTOUR et Damien BAGARIA à la présidence.

M. le Président – Sommes-nous d'accord avec la création de la commission ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Concernant les noms, y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y en a pas d'autres. Ensuite, je propose que nous votions à main levée et non pas à bulletin secret. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je vous propose l'élection de Messieurs AMAR, ARZIARI, CRESP, RIBERO et TRASTOUR. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ils sont nommés.

- *Sont élus membres titulaires de la commission consultative de la commande publique : Monsieur AMAR, Monsieur ARZIARI, Monsieur CRESP, Monsieur RIBERO et Monsieur TRASTOUR.*

TOURISME

28. Transfert de la compétence « promotion du tourisme » – Maintien des offices de tourisme dans les stations classées

M. LE CHAPELAIN – A compter du 1^{er} janvier 2017, les missions actuellement communales en matière de promotion touristique seront rattachées au bloc des communautés d'agglomération : les compétences en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des zones d'activité touristique et notamment la compétence en matière de promotion du tourisme, dont la création des offices de tourisme. Ne sont transférées que les compétences considérées régaliennes telles que l'accueil, l'information, la promotion touristique et la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique. Dans ce cadre, les offices de tourisme des communes touristiques et des stations classées de tourisme sont transformés en bureaux d'information de l'office de tourisme intercommunal, sauf lorsqu'ils deviennent le siège de cet office de tourisme. Normalement sur la CASA, il reste un seul office de tourisme qui conduit les différents bureaux d'information de tourisme.

Toutefois, la CASA peut décider, conformément à l'article approprié, de maintenir des offices de tourisme distincts pour les stations classées de tourisme. Or, il se trouve que sur le territoire de la CASA, nous avons plusieurs stations classées de tourisme, notamment Antibes, Juan-les-Pins, Biot, La Colle-sur-Loup, Saint-Paul-de-Vence, Vallauris Golfe-Juan et Villeneuve-Loubet. Il est proposé de créer des offices de tourisme dans ces différentes stations classées, qui seront dépendants de l'office de tourisme communautaire.

Il convient également à la séance de ce Conseil de définir les modalités de mutualisation des moyens et des ressources des offices de tourisme intercommunaux existants sur le périmètre de la CASA. Nous vous demandons dans cette délibération d'accepter la création d'offices de tourisme dans ces communes stations de tourisme et de les mettre sous la gouvernance du bureau de l'office de tourisme intercommunal.

M. le Président – En résumé, le tourisme passe à la CASA mais pas les événements. Comme je l'expliquais un peu avec une ironie en conseil municipal à Antibes, quand quelqu'un vient à l'office de tourisme d'Antibes Juan-les-pins et demande où se trouve la Pinède, il s'agit d'un agent de la CASA, mais quand il achète chez un autre agent une place au Festival de jazz, c'est un agent communal. Il s'agira donc de définir le pourcentage d'activité d'un agent lorsqu'il donne des places au festival du jazz et quand il indique un endroit, un hôtel ou un site intéressant. Tout cela est très facile à mettre en œuvre... Toutefois, comme c'était encore un peu trop simple, on est passé, comme l'a dit Monsieur LE CHAPELAIN tout à l'heure, à un autre système qui consiste à dire qu'à partir de maintenant, il n'y a plus qu'un office de tourisme, c'est celui de la CASA mais le reste, ce sont des bureaux d'information touristique. Je n'insiste pas sur l'incongruité du sigle. Si vous vous dites que l'office de tourisme va rester pour la commune d'Antibes Juan-les-Pins qui est une station classée, comme d'autres villes et villages, ce n'est pas le cas. Même cet office de tourisme sera communautaire mais son action n'aura comme périmètre que la ville d'Antibes Juan-les-Pins. Nous essayerons de mettre cela en place tous ensemble.

Vous avez par exemple sur vos tables « A l'automne, la culture fleurit à la CASA », avec toutes les manifestations qui se déroulent en septembre et octobre sur l'ensemble de nos communes. D'abord, nous commençons par faire la promotion de ce qui s'y déroule. Cela a été un encart dans notre quotidien *Nice-Matin*. Nous en avons tiré beaucoup plus d'exemplaires. Il s'agit d'un papier d'événements qui relève de la commune. Comme le support de communication relève de la CASA, je ne sais toujours pas si l'employé qui va donner ce papier relèvera de la CASA ou de la commune. C'est la beauté de la complexité française. En tout cas, faisons ensemble que nous soyons plus unis sur cette activité économique que nous devons dynamiser. Peu importe celui qui donne ce petit papier. En tout cas, les « Fêtes gourmandes » se sont passées à Villeneuve-Loubet pendant le weekend dernier. Je suppose que ce petit papier n'y est pour rien. C'est surtout la qualité de la manifestation. C'est toujours bien de l'avoir signalé à l'ensemble des habitants des Alpes-Maritimes. Cet encart dans le *Nice-Matin* a été tiré sur l'ensemble du 06.

Je sou mets la délibération au vote. C'est donc la loi. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

29. Transfert de la compétence « promotion du tourisme » – Principes relatifs à la mutualisation des moyens et des ressources des offices de tourisme intercommunaux

M. le Président – C'est la deuxième partie sympathique de la loi. Je vous demande de l'approuver. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ de Monsieur Alain ARZIARI.

RESEAU ENVIBUS

30. Gamme tarifaire – Modification

M. le Président – Après un marchandage très dur entre l'idée du 10 € ou du 5 €, les partisans du 5 € l'ont emporté pour faire en sorte que ce soit le moins cher possible. En même temps, les retraités, ce sont les gens qui sont à la retraite. L'âge de 60 ans n'implique pas que l'on est retraité. Thierry OCCELLI nous présente la délibération.

M. OCCELLI – Cette modification comprend trois points. Tout d'abord, il s'agit de pérenniser le Pass Joker et la Navette des neiges. Le Pass Joker est un abonnement de deux mois aux primofraudeurs en remplacement de leur procès-verbal. La Navette des neiges a connu un gros succès l'hiver dernier malgré l'absence de neige. Il vous est proposé de pérenniser et de reconduire les deux dispositions.

Deuxièmement, la tarification réduite passe à partir de l'année prochaine aux personnes qui ont 61 ans, donc nées avant le 1^{er} janvier 1955. Pour les moins de 26 ans, rien n'est changé.

Troisièmement, nous avons le Pass CCAS, avec une prise en charge financière du titre assuré à parts égales entre la CASA et les CCAS des communes. Après le constat que beaucoup de bénéficiaires de ce Pass CCAS n'utilisaient pas les bus et les transports en commun, il a été décidé de rajouter un coût annuel de 5 €. Il y a eu un gros débat entre les partisans des 5 € et des 10 €. Le « 5 € » l'a remporté. Il s'agit donc de faire payer 5 € aux ayants-droits, qui seront versés à la CASA. Je rappelle que pour le reste du fonctionnement, 50 € sont pris en charge par la CASA et 50 € par le CCAS. Cela paraît insignifiant mais certaines communes étaient un peu débordées par ce coût de 50 € multiplié par x demandeurs qui n'utilisaient pas leur carte.

Il vous est proposé :

- de pérenniser le Pass Joker et la Navette des neiges (Envineige) ;
- de fixer la date de naissance au 1^{er} janvier 1955 pour l'accès aux abonnements « tarif réduit » et Pass CCAS ;
- de maintenir le montant financier actuel de 50 € CASA et 50 € CCAS et d'y ajouter un coût annuel de 5 € pour les ayants-droits ;
- de mettre en place une nouvelle disposition.

M. le Président – Qui est contre ces mesures sociales ? Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

31. Règlement de fonctionnement des services de transport Envibus – Modification

M. OCCELLI – Cette modification est faite cette année – il s'agit d'une première fois – pour répondre à un cas particulier. Il pourrait y en avoir d'autres dans le futur mais c'est surtout pour un quartier. Cette modification dit que désormais, les services de transport scolaire des élèves de primaires et maternelles pourront être regroupés dans les services de transport scolaire des collèges et lycées. C'est pour les quartiers isolés pour éviter de multiplier les réseaux de bus. Toutefois, pour des raisons de sécurité, le transport des élèves d'écoles maternelles et élémentaires nécessite toujours la présence constante d'accompagnateurs à l'intérieur des véhicules et aux points d'arrêt.

La délibération précise également les modalités de fonctionnement du service de transport à la demande Icilà d'Envibus pour les personnes en grande difficulté de mobilité. C'est, suite à la commission « déplacements et transports », une proposition de réduire ou de limiter à six déplacements par semaine aux usagers PMR parce que beaucoup l'utilisaient sans en avoir vraiment l'utilité. Il s'agit d'un service de trottoir à trottoir. On s'est aperçu que les personnes à grande mobilité réduite n'avaient plus de places dans le service qui était fortement utilisé par les personnes qui avaient des problèmes physiques mais moindres, qui pouvaient quand même prendre Icilà ordinaire et pas Icilà PMR.

Il vous est proposé :

- d'approuver les modifications apportées au règlement intérieur ;
- d'approuver la notice d'utilisation des transports à la demande Icilà Envibus pour les personnes en grande difficulté de mobilité dont le projet est joint en annexe ;
- de m'autoriser à signer le règlement intérieur.

M. le Président – Y a-t-il des interventions concernant ces modifications ? Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

32. Formation de certains personnels – Conventions de coopération entre le SDIS et la CASA

M. OCCELLI – La CASA souhaite préserver au mieux la sécurité de ses personnels, notamment le service public de transport des personnes et d'enlèvement des ordures ménagères. Il convient d'adopter deux conventions distinctes consenties à titre gracieux relatives à la sensibilisation des personnels accompagnateurs dans le transport scolaire aux comportements et gestes de premier secours, et de sensibiliser les personnels de la Communauté d'agglomération aux gestes de premiers secours dans le cadre de la démarche d'informations préventives aux comportements qui sauvent. Il vous est demandé d'approuver la convention de partenariat avec le SDIS et d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention.

M. le Président – Même vote ? Merci.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

33. Indemnisation des communes au titre de la vente de titres de transports Envibus – Conventions

M. le Président – Les villes vendent des tickets Envibus. En l'occurrence également, ce sont des communes qui vendent des tickets CASA.

M. OCCELLI – Cela concerne des communes qui vendent des tickets de transport. Il existe deux situations distinctes : le terminal de points de vente généraux qui sont indemnisés à 7 % de leurs recettes annuelles encaissées et le terminal de points de vente simplifiés à 5 %.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

34. Création d'un règlement d'exploitation et d'accès des gares routières et du PEA

M. OCCELLI – Cela relève de la loi Macron. Il s'agit de garantir un accès non discriminatoire aux autocars des lignes régulières d'initiative privée dans un contexte de développement, donc le transport interurbain par autocar.

Ce règlement a pour objet :

- d'assurer la sécurité et la tranquillité de l'ensemble des usagers des sites de la CASA et de fixer un tarif ou les tarifs ;
- chaque accostage en gare routière de Valbonne Sophia Antipolis sera facturé à 3,5 € TTC ;
- chaque accostage au PEA (pôle d'échanges d'Antibes) sera facturé à 4 € TTC ;
- de créer un comité de site chargé notamment d'étudier les demandes d'accès présidé par le vice-président délégué aux mobilités et aux transports ;
- de prévoir une convention de mise à disposition de quais.

Il vous est demandé :

- d'approuver le règlement d'exploitation ;
- d'approuver les tarifs fixés à la gare de Valbonne Sophia Antipolis ainsi que le projet de pôle d'échanges d'Antibes ;
- d'approuver la création de ce comité de site présidé par le vice-président ;
- d'approuver la convention type de mise à disposition des quais.

M. le Président – Vous avez compris que ce ne sont pas tous les bus qui, quand ils s'arrêtent, paient 4 €. Ce sont des lignes qui sont « concurrentielles » dans la loi Macron, des lignes de transport ferroviaire qui demandent l'autorisation d'« accoster » sur le pôle de Valbonne ou le pôle multimodal d'Antibes.

M. OCCELLI – L'accostage dure quelques minutes seulement. Concernant la tarification, nous nous sommes basés sur ce qui existe à côté.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ de Monsieur Lionnel LUCA.

35. Proposition de mise en place d'une journée de gratuité du réseau Envibus

M. OCCELLI – C'est notre cadeau de Noël. Il est prévu de rendre l'ensemble du réseau Envibus gratuit le samedi 24 décembre.

M. le Président – Nous avons eu un débat très dur concernant le jour d'achat des cadeaux (samedi 17 ou samedi 24 décembre).

M. OCCELLI – Peu importe, c'est le 24 que nous faisons les cadeaux, Monsieur le Président.

M. le Président – Thierry OCCELLI fait le cadeau le 24 décembre. Les bus seront gratuits la veille de Noël. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

36. Projet « très haut débit » – Convention de programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur SFR – Version 2

M. MASCARELLI – Ce dossier concerne la mise en place du plan « très haut débit » qui a découpé le territoire en zones denses où les opérateurs ont suffisamment de clients, en zones moyennement denses où les opérateurs se font un peu tirer l'oreille, en zones pas denses du tout où c'est la collectivité qui doit intervenir étant entendu qu'elle s'implique de façon inversement proportionnelle à la quantité de populations.

Le dossier traite de la zone moyennement dense qui concernait Courmes, Saint-Paul-de-Vence, La Colle-sur-Loup et Tourrettes-sur-Loup pour le territoire de la CASA. Quelqu'un de très perspicace s'est aperçu que Courmes n'avait peut-être pas la population suffisante pour faire partie de la zone moyennement dense. Courmes a donc rejoint le groupe de ceux qui n'ont pas de densité.

M. le Président – Ne dites pas qu'il y a des villages qui manquent de densité. Il existe tellement de formes de densité.

M. MASCARELLI – De densité de population, Monsieur le Président. Je vous demande d'excuser ce raccourci.

[Rires]

M. MASCARELLI – Des opérateurs ont été choisis (SFR et Orange). SFR a été choisi pour ce territoire. Il s'agit simplement d'approuver la version 2 de la convention d'accompagnement du déploiement du très haut débit dans cette zone moyennement dense, en partant du principe que la confiance n'exclue pas le contrôle.

Il vous est demandé :

- d'approuver les termes de cette nouvelle convention de programmation qui a été modifiée au mois de juin dernier ;
- d'autoriser le Président ou son représentant à la signer ;
- de me désigner pour représenter la CASA au sein du comité de suivi.

M. le Président – Ce sera un plaisir. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – En même temps, qui est contre la candidature de Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI à cette fonction ? Y a-t-il d'autres candidats ? Qui souhaite un vote à bulletin secret ? Personne n'est contre. Qui s'abstient ?

- *Monsieur MASCARELLI est désigné pour représenter la CASA au sein du comité de suivi.*

HABITAT / LOGEMENT

37. Adhésion à la charte régionale « dossier unique » de demande de logement social dans le cadre de la réforme de la loi Alur

M. le Président – Comme nous étions allés à vive allure pour passer cette délibération, la loi Alur ne fait que confirmer ce que nous avons déjà mis en place avec le dossier unique. Je vous demande de le mettre en place de manière officielle afin d'alléger la charge administrative qui pèse sur les lieux d'accueil des demandeurs. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

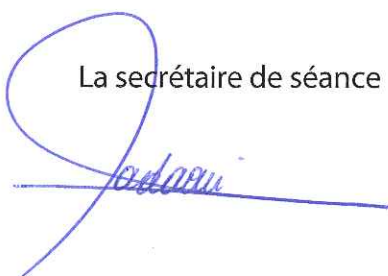
38. Observatoire des loyers des Alpes-Maritimes – Avenant n°1 à la convention-cadre

M. le Président – Cet avenant a pour unique but de faire rentrer la Caisse d'allocation familiale à l'intérieur de l'Observatoire des loyers auquel nous avons déjà adhéré. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Je vous remercie de votre attention et de votre patience. Je vous donne rendez-vous le 24 octobre.

La secrétaire de séance



Khéra BADAOU

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 24 OCTOBRE 2016

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, ROQUESTERON-GRASSE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h.

Le Conseil communautaire s'est réuni le vingt-quatre octobre deux mille seize, en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, président de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, député-maire de la ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Lionel TIVOLI.

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Laurent COLLIN, Henri GANNARD à Abderrazak SALOUH, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER, Khéra BADAOUÏ à Serge AMAR, Anne CHEVALIER à Lionel TIVOLI.

ABSENTS :

Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric PAUGET, Déborah MINEI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Barbara LANCE, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du jour

1. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire
2. Prise de la compétence ZAE – Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité économique
3. Exercice de la compétence « Accueil des gens du voyage – Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil – Mandat de gestion de l'aire d'accueil « La Palmosa » avec la ville d'Antibes – Convention
4. Anthéa – Spectacle « Alice, la comédie musicale » – Convention de billetterie avec la commune d'Antibes
5. Adoption du programme d'activité Territoire à Energie positive pour la croissance verte et convention Etat/CASA
6. Team Côte d'Azur – Avenant à la convention de partenariat 2016
7. Lutte contre les inondations – Renforcement de l'accompagnement des communes par la CASA – Préfiguration de la prise de compétence GEMAPI
8. Fonds de concours d'équipements – Révision du règlement
9. Budget annexe des Télépépinières – Décision modificative numéro 1
10. Budget de la régie à autonomie financière des transports Envibus – Décision modificative numéro 1
11. Exercice de la compétence « promotion du tourisme » – Mandat de gestion provisoire entre la CASA et les communes
12. Gestion des espaces naturels confiés au Département dans le cadre des mesures compensatoires liées à la traversée du parc naturel départemental de la Brague par le bus à haut niveau de service reliant Antibes à Sophia Antipolis – Convention
13. Répartition des coûts d'exploitation de la ligne Ici là d'Envibus secteur Sophia Antipolis – Convention entre la CASA, la CACPL et le Département des Alpes-Maritimes – Avenant numéro 2
14. Gamme tarifaire – Création du pass Journée
15. Règlement intérieur des déchetteries – Modification
16. Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) unique départemental – Adhésion et participation de la CASA à l'association



M. le Président – Je vous présente mes excuses pour cet ordre du jour de Conseil communautaire un peu restreint et qui ne comporte pas de sujets majeurs, quoiqu'un certain nombre de délibérations et de décisions soient lourdes.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire

M. le Président – Les dernières décisions prises par le Bureau communautaire l'ont été à l'unanimité. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Arrivée de Monsieur Gilbert TAULANE.

2. Prise de la compétence ZAE – Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité économique

M. le Président – La loi impose désormais aux communautés d'agglomération de prendre en charge les zones d'activité économique. Malheureusement, la définition dans la loi est floue. Néanmoins, nous pouvons essayer de comprendre le sens que le législateur a voulu donner à cette loi qui demande aux agglomérations de prendre en charge l'aménagement du territoire, en particulier autour de ces zones d'activité, les agglomérations bénéficiant de l'activité économique.

D'ailleurs, dans une délibération antérieure, nous avons essayé de prendre en compte cet élément de deux façons : d'un côté, en identifiant un certain nombre de zones que nous avons définies comme zones d'intérêt communautaire et de l'autre, en essayant d'accompagner les villes qui faisaient par exemple de la voirie sur ces zones avec des fonds de concours ; je citerais la zone du nord d'Antibes, la zone des Maurettes à Villeneuve-Loubet et la zone des Clausonnes sur laquelle nous avons voté 3 millions d'euros pour des aménagements routiers.

En tout cas, ce que nous avons déjà voté comme étant des zones d'intérêt communautaire nous paraît incontestablement être des zones d'activité économique au titre de la CASA. Lorsque des aménagements seront nécessaires, la CASA en assurera la responsabilité. Ainsi, je vous propose dans un premier temps, avant d'affiner les autres zones d'activité économique qui existent sur la CASA, de prendre en compte dans les zones d'activité économique tout ce que nous avons antérieurement défini comme étant des zones d'intérêt communautaire et qui ne posent donc aucun problème.

Je vous propose également que nous affinions d'autres zones et que celles-ci soient ultérieurement en délibération au Bureau puis rapportées en Conseil communautaire pour être définies comme zones d'activité économique dont nous assurerions la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion.

Y a-t-il des questions ? S'il n'y a pas de questions, nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

3. Exercice de la compétence « accueil des gens du voyage » – Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil – Mandat de gestion de l'aire d'accueil « La Palmosa » avec la ville d'Antibes – Convention

M. le Président – Dans le cadre de la loi, la compétence « accueil des gens du voyage » est transférée aux communautés d'agglomération. La Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis comporte deux zones d'accueil de gens du voyage : une sur Vallauris et une sur Antibes. A la suite de cette prise de compétence, il convient de conclure une convention de gestion avec l'aire d'accueil « La Palmosa » pour une durée de six mois renouvelable une fois pour assurer la continuité du service de l'aire d'accueil des gens du voyage d'Antibes, puis de la passer en responsabilité communautaire, sachant qu'elle a été déléguée à une gestion associative.

Par ailleurs, l'aire d'accueil de Vallauris sera transférée au 1^{er} janvier. Dans un premier temps, elle sera mise en régie pour ensuite faire l'objet d'un marché public comme celle d'Antibes Juan-les-Pins.

La délibération propose :

- de prendre en compte la compétence nouvelle de la CASA qui est l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- d'approuver le principe du mandat de gestion ;
- d'approuver les termes de la convention de mandat de gestion pour La Palmosa entre la ville d'Antibes et la Communauté d'agglomération pour la prolongation de la gestion par le système associatif ;
- d'approuver, au 1^{er} janvier 2017, le transfert à la CASA de l'aire d'accueil des gens du voyage de Vallauris pour une durée de six mois renouvelable une fois avant la prise totale de compétence par la CASA.

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis est la seule communauté d'agglomération à avoir deux aires d'accueil sur son territoire. Elle doit réfléchir avec les autres communes, dans le cadre du plan départemental, pour voir dans quelles conditions elle peut créer, aménager et gérer d'autres aires d'accueil. Dans l'immédiat, il vous est proposé le transfert de ces deux endroits.

Y a-t-il des questions ? S'il n'y a pas de questions, nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

4. Anthéa – Spectacle « Alice, la comédie musicale » – Convention de billetterie avec la commune d'Antibes

M. le Président – Alice est à Sophia Antipolis qui est le Pays des merveilles. Il s'agit d'une convention de billetterie pour une comédie musicale. Quel est l'objectif ? Depuis longtemps, la CASA et les communes, en particulier Antibes qui est la plus grosse ville, organisent pour leur personnel un spectacle de fin d'année qui serait mutualisé pour l'ensemble des employés de la Communauté d'agglomération et de la ville d'Antibes. Ensuite, nous avons demandé à toutes les villes qui le souhaitent de réserver des places dans ces spectacles pour leurs employés municipaux.

Deux spectacles sont prévus, comme chaque année depuis longtemps, pour couvrir environ 2 000 à 2 500 personnes. Le spectacle est offert aux salariés. Nous avons étendu cette offre aux enfants

des hospitaliers, des pompiers, des gendarmes et des policiers. Nous souhaitons également faire profiter les habitants de la Communauté d'agglomération de ce spectacle de qualité qui a tourné à Paris. Nous avons proposé qu'il y ait une troisième séance à Anthéa et que celle-ci soit offerte à tous les enfants de la Communauté d'agglomération qui le souhaitent. Ainsi, c'est gratuit pour les moins de 12 ans, à qui le spectacle est particulièrement réservé. Les parents qui accompagneront leurs enfants paieront la somme de 15 €. Nous avons 1 250 places à Anthéa. Nous pouvons espérer qu'en plus de 200 parents, 1 000 enfants de la CASA pourront bénéficier gratuitement du spectacle « Alice au Pays des merveilles » qui se déroulera le 18 décembre.

Je vous demande d'approuver cette délibération pour une convention de billetterie entre la CASA et la ville d'Antibes. Y a-t-il des interventions ? Nous n'irons pas contrôler les enfants à l'entrée. Par contre, il faudra que chaque personne qui retirera un billet « adulte » informe à l'avance du nombre d'enfants qu'elle va accompagner pour que nous ne nous retrouvions pas devant la mauvaise surprise d'être obligés de refuser des enfants à ce spectacle.

L'année dernière, une manifestation du même type s'était déroulée à Azur Arena ; 1 700 personnes étaient présentes, incluant des employés des collectivités territoriales ou des services de l'Etat. Nous pouvons espérer qu'avec trois manifestations dans la journée, nous devrions pouvoir faire en sorte que tous les enfants qui souhaitent assister à ce spectacle puissent le faire.

Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

5. Adoption du programme d'activité Territoire à Energie positive pour la croissance verte et convention Etat/CASA

M. le Président – Une nouvelle négociation avec l'Etat ayant introduit de nouveaux critères, cette délibération est reportée à la prochaine séance.

Arrivée de Madame Déborah MINEI.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

6. Team Côte d'Azur – Avenant à la convention de partenariat 2016

M. DAUNIS – Au conseil communautaire du 26 septembre, nous avons adopté une délibération forte, stratégique dans un domaine essentiel, celui de l'emploi, avec le soutien au développement économique, particulièrement sur la technopole de Sophia. Je ne reviens pas sur le plan d'action, la compétitivité, l'animation, le rayonnement, l'attractivité puis les outils structurants.

Je présenterais deux éléments pour mettre en perspective cette délibération. Premièrement, nous faisons, en dépit de la crise, le constat d'avoir un territoire, un écosystème sophilopolitain particulièrement vivant. 3 000 emplois en solde net créés sur les trois dernières années, beaucoup de territoires partout dans le monde et en France aimeraient pouvoir se targuer de tels résultats.

Deuxièmement, en nous remémorant l'histoire de la technopole, nous avons connu dans un premier temps un développement exogène, avec de grandes entreprises de par le monde s'implantant sur la technopole. Deuxième étape, il y a une vingtaine d'années en arrière, nous avons constaté ce que nous appelons le développement endogène, avec des petites entreprises qui se créent localement, souvent de service mais parfois dans des secteurs très pointus. Nous avons mis en place tout un dispositif d'accompagnement avec les pépinières, le Business pôle... Bref, l'initiative publique vient en accompagnement de cela.

Actuellement, nous connaissons un moment majeur qui fait que dans une compétition internationale, nous ne pouvons pas laisser les choses se faire seules. Il importe que nous accompagnions cette attractivité de la technopole-territoire. Si nous ne le faisons pas, nous n'attirerions pas les talents internationaux et nos propres talents partiront, que ce soit en Chine, aux Etats-Unis ou ailleurs. Il est donc important, si nous voulons retenir les talents, que nous poursuivions une politique de marketing territorial, c'est-à-dire qu'il y ait à la fois du développement endogène et une capacité d'attractivité et d'accueil. Parmi les meilleurs exemples, ces dernières années, nous avons réussi à accueillir des marques comme Magneti Marelli, Bosch ou Huawei qui sont venues à chaque fois revivifier cet écosystème qui nous a permis de traverser les licenciements de Texas, de Samsung, de Nvidia avec un solde positif et des solutions. En termes d'attractivité, c'est fondamental. Que ce soit pour les salariés ou pour les entreprises, ils savent qu'en cas de difficultés, ils ont la possibilité de rebondir sur le territoire.

Les sommes que nous mettons en avant sont conséquentes. La grosse erreur que nous commettrions, c'est de vouloir faire cela avec nos petits bras musclés tout seuls. Dans ce genre de démarche, il importe que nous soyons en capacité d'avancer collectivement. Nous avons vu par le passé la sottise consommée d'avoir Nice et Sophia dans les mêmes salons, sans la même force de frappe que s'ils avaient réalisé cela ensemble. A la demande du Président et du Bureau, nous avons travaillé depuis des années à rationaliser tout cela et à faire en sorte qu'au moins au niveau des Alpes-Maritimes, il y ait une promotion internationale qui soit partagée par les différentes figures de proue de ce qu'est la richesse de notre territoire. Il s'agit de la convention avec Team Côte d'Azur que certains connaissaient sous d'autres appellations par le passé.

Nous avons signé le 27 juin une première convention. Il nous est proposé ici de renforcer cela avec un avenant à hauteur de 177 000 € – quand je parlais de somme conséquente, c'en est une – qui permettra d'effectuer tout le plan d'action que nous avons calé et que vous avez en annexe avec les différentes étapes qui s'échelonneront, y compris sur 2017.

Il vous est demandé au travers de cette délibération :

- d'autoriser le soutien aux nouvelles actions ;
- d'autoriser le versement, les signatures, etc.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Qui vote contre ? Nous continuons avec Team Côte d'Azur qui a montré son efficacité.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RISQUES NATURELS

7. Lutte contre les inondations – Renforcement de l'accompagnement des communes par la CASA – Préfiguration de la prise de compétence GEMAPI

M. le Président – En matière de lutte contre les inondations, la prise de la compétence se situe normalement en 2018. Compte tenu de ce qu'a vécu notre territoire, en particulier l'ouest du département dans les Alpes-Maritimes, il nous a paru logique d'accélérer le mouvement et de faire en sorte que dès le 1^{er} janvier 2017, un certain nombre d'actions concrètes soient prises en charge par la Communauté d'agglomération. C'est l'objet de la délibération qui vous est proposée par Guilaine DEBRAS à qui je cède la parole.

Mme DEBRAS – Merci, Monsieur le Président. Pour faire face à ces évènements récurrents qui handicapent fortement notre territoire, la CASA s'est engagée dès 2007 dans le pilotage des PAPI (plans d'aménagement pour la prévention inondation). Nous en sommes au PAPI 2 pour la période 2014-2019. Ce périmètre d'action couvre quinze communes du territoire de la CASA ainsi que les bassins versants de la Brague, du Loup et des vallons côtiers. Au travers du PAPI, la CASA aide financièrement les communes, maîtres d'ouvrages, par le biais de fonds de concours.

Nous avons également prévu d'ajouter au règlement des fonds de concours d'équipements une nouvelle thématique relative aux travaux sur les réseaux d'eaux pluviales qui ne font pas partie naturellement de ce que l'on appelle la GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). En attendant cette prise de compétence GEMAPI élargie aux eaux pluviales, la CASA souhaite renforcer son accompagnement des communes de manière plus large et de commencer au plus tôt à réfléchir sur ce qui va nous permettre de minimiser ces phénomènes naturels. Nous allons donc travailler sur un système d'alerte harmonisé. Des réflexions sont en cours. Un dispositif d'appel en nombre est notamment évoqué ainsi que la téléalerte. Par ailleurs, des applications smartphones permettraient de toucher nos habitants mais aussi nos salariés et nos touristes parce que beaucoup de gens travaillent à Sophia mais qui n'y habitent pas forcément.

Ensuite, il s'agit de travailler fortement sur la culture du risque. Nous avons déjà commencé, depuis le début de ce mandat, avec la sensibilisation des scolaires à travers des représentations théâtrales notamment. Nous sauterons sur chaque occasion qui s'offrira à nous pour pouvoir sensibiliser au mieux la population sur les bons comportements à avoir.

En matière de travaux, le PAPI 2 est toujours en cours. Le PAPI est un accord-cadre de financement concernant des travaux qui ont été validés par tous les financeurs (l'Etat, la Région, le conseil départemental, la communauté d'agglomération et la commune). Nous avons travaillé et nous vous présenterons d'ici la fin de l'année un avenant à ce PAPI. Nous avons déplacé certains financements, pour qu'ils soient plus en adéquation avec les besoins, tout de suite sur des travaux et des études à lancer plus spécifiquement sur notre communauté d'agglomération.

Puis, en 2017, nous proposerons la possibilité aux communes des études pré-opérationnelles en préfiguration de la prise de compétence pour qu'à la fin 2017, nous sachions un peu où nous en sommes. Nous avons par exemple :

- les actions de rétention sur le bassin versant de l'Issourdadou à Vallauris ;
- des zones de rétention à l'expansion des crues sur le versant du Loup, puis à Roquefort-les-Pins sur les vallons de la Gorge de Bertrand ;
- deux projets à Villeneuve-Loubet : la prolongation de la digue des Ferrayonnes et la protection rapprochée du quartier de la Bastide Longue ;

- la mise en place d'un chenal de dérivation des crues à la Colle-sur-Loup.

D'autres projets de travaux sur d'autres communes (Opio et Valbonne) feront l'objet de fonds de concours. Nous en reparlerons dans la délibération suivante que mon collègue Jean Pierre MAURIN vous présentera.

Concernant cette délibération, il vous est proposé :

- de valider le principe d'un système d'alerte harmonisé sur tout le territoire ;
- de continuer à travailler sur la culture du risque auprès de nos populations ;
- d'autoriser la CASA à participer aux actions citées dans cette délibération par conventionnement avec les communes sur la base de la compétence facultative actuelle « études portant sur la lutte contre les inondations ».

M. le Président – Merci. Il s'agit d'un sujet sensible. Nous ne pourrions pas ne pas prendre rapidement la responsabilité de l'accélération des travaux et d'une harmonisation de nos systèmes d'alerte. Pendant cette période 2016-2018 où la totalité de la compétence sera exercée, il faut que nous menions des actions concrètes. Comme l'a dit Guilaine DEBRAS, la délibération suivante montre un engagement plus important de la Communauté d'agglomération dans les travaux qui se dérouleront pendant cette période. Y a-t-il une intervention concernant la délibération numéro 7 ?

M. THIERY – Je souhaiterais juste faire un commentaire, si vous me le permettez, Monsieur le Président. J'ai l'honneur et le plaisir de suivre les travaux du conseil de développement qui s'est saisi déjà depuis quelque temps du sujet du risque d'inondation et avait produit un avis extrêmement intéressant qui a été depuis très travaillé par les services de la CASA. Un grand nombre de propositions incluses dans cet avis sont reprises par la délibération qui vient de nous être présentée par Madame la Vice-présidente. Il me semble que cette délibération remplit complètement les attentes de la société civile telles qu'elles sont représentées dans le conseil de développement. Merci.

M. le Président – Merci, Monsieur le Vice-président. Le fait d'avoir une société civile qui réfléchit aux mêmes sujets, et en même temps de porter à la connaissance des services de l'Etat le travail de la Communauté d'agglomération, permet de répondre non pas à l'attente particulière de telle ou telle personne qui, dans les sinistres, peut se trouver désemparée mais globalement à une problématique qui existe depuis longtemps, qui a été prise en charge déjà à un certain niveau et qui doit maintenant être accélérée compte tenu de ce qui s'est déroulé il y a un an.

Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

FINANCES

8. Fonds de concours d'équipements – Révision du règlement

M. le Président – Cette délibération concernant l'augmentation des fonds de concours et présentée par Jean Pierre MAURIN s'inscrit dans le même cadre des inondations.

M. MAURIN – Monsieur le Président, mes chers collègues, il s'agit d'une révision du règlement. La CASA attribue ces fonds de concours depuis 2004. Aujourd'hui, compte tenu de ce qui a été précisé par le Président et Guilaine DEBRAS, il est important de rajouter dans cette possibilité

d'accéder au fonds de concours pour les communes la prévention des inondations d'une part ainsi que la gestion des eaux pluviales d'autre part, et ceci, tout de suite à partir de cette délibération.

D'abord, il s'agit d'intervenir au financement des communes qui réaliseraient des équipements de protection contre les risques naturels. La CASA interviendra à hauteur de 50 % du projet, ce qui représente la quotité maximale pour un établissement comme le nôtre. Les équipements de protection contre les risques naturels incluraient des travaux de lutte contre les inondations, la création de bassins de rétention ou de bassins écrêteurs ainsi que le recalibrage de vallons.

Concernant les eaux pluviales, sont concernés tous les travaux de création ou de redimensionnement du réseau principal séparatif, indépendamment et hormis l'entretien et les réparations. De la même façon, pour ce second thème, la CASA interviendra à hauteur de 50 % sur les projets qui entrent dans cette définition.

Je rappelle que nous finançons depuis toujours des équipements d'hébergement de structures d'animation économique, tout ce qui est patrimoine culturel, ainsi que la protection contre les risques naturels qui avait déjà débuté avec les travaux de lutte contre les incendies de forêt. Nous complétons donc ces fonds de concours par le domaine pluvial et les risques naturels d'inondation.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Cette délibération a une portée sur l'année qui vient. Dès que nous aurons pris la compétence la plus large possible en matière d'inondations aux termes de la loi en 2018, la Communauté d'agglomération prendra en charge l'ensemble des projets. Toutefois, un certain nombre de projets existent dans les « cartons » des villes. Il serait malheureux de les ignorer ou de les différer sous prétexte que ce serait la CASA qui les mettrait en œuvre ultérieurement.

Y a-t-il des interventions concernant les fonds de concours ? Qui vote contre ? Des abstentions ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

9. Budget annexe des Télépépinières – Décision modificative numéro 1

M. MAURIN – L'activité des télépépinières repose sur deux structures. Historiquement, Starteo est une télépépinière construite par la CASA sur la commune de Châteauneuf. La seconde, plus importante, est le Business pôle. En 2013, la CASA a saisi l'opportunité d'achat du bâtiment du Business pôle sur un temps relativement court. La CASA a effectué une avance sur le plan de financement de cette acquisition qui a d'ailleurs fait l'objet d'une demande de cofinancement à hauteur de 4,9 millions d'euros. Cette demande n'ayant pas abouti, il est nécessaire d'ouvrir ce crédit de 4,9 millions et d'en prévoir le remboursement.

M. le Président – Il s'agit d'une opération comptable. Qui est contre ? Pas d'abstentions ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

10. Budget de la régie à autonomie financière des transports Envibus – Décision modificative numéro 1

M. le Président – Il s'agit également d'une opération comptable liée au renouvellement d'un véhicule.

M. MAURIN – La CASA est propriétaire de son parc de véhicule de transport. Dans ce cadre, elle procède régulièrement, suivant un plan d'exploitation, au renouvellement et à l'acquisition de matériels. Cette décision modificative a trait à un véhicule neuf que nous avons acheté d'une part, qui vient consolider l'actif, et d'autre part, à la sortie d'un véhicule qui n'était plus opérationnel. Ces deux mouvements sont repris dans la comptabilité. Il n'existe pas d'autres incidences financières à ce sujet.

M. le Président – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

TOURISME

11. Exercice de la compétence « promotion du tourisme » – Mandat de gestion provisoire entre la CASA et les communes

M. le Président – Cette délibération a lieu à la suite du vote de la loi NOTRe (loi portant nouvelle organisation territoriale de la République) qui est en cours de modification puisqu'un changement majeur de la loi a été adopté à l'Assemblée nationale. Je ne vous apprendrais pas qu'une loi n'est pas votée tant qu'elle n'est pas adoptée en termes similaires par l'Assemblée nationale et le Sénat et qu'elle ait effectué les navettes habituelles si bien qu'aujourd'hui, la loi antérieure s'applique. Puis, nous sommes bien obligés de constater que cette loi a également de grandes chances d'être modifiée avant la fin de la législature. Or, cette nouvelle loi qui part d'une modification demandée par les communes de montagnes, et en particulier les stations de sports d'hiver – si elle est votée comme elle l'a été à l'Assemblée nationale – va finalement modifier profondément la compétence « tourisme » de la communauté d'agglomération. Nous avançons à pas prudents, mesurés comme va vous le présenter Joseph LE CHAPELAIN.

M. LE CHAPELAIN – Chers collègues, comme nous l'avons voté le 27 juin dernier, la compétence « tourisme » a été transférée, et a été acceptée surtout, par la CASA. Or, il se trouve que ce texte a été remanié à l'Assemblée nationale puis est en cours de préparation pour passer au Sénat.

Il s'agit de la compétence en matière de création, d'aménagement et d'entretien des zones d'activité touristique, comprenant notamment comme missions l'accueil, l'information, la promotion touristique et la coordination des interventions des divers partenaires. Les offices de tourisme des communes touristiques et des stations classées de tourisme, à la suite de l'application de cette loi, sont donc transformés en bureaux d'information de l'office de tourisme intercommunal. La CASA s'est dotée, au titre de ses compétences obligatoires, de la compétence relative à la promotion du tourisme et modifie ses statuts pour pouvoir le faire.

Le contenu législatif et réglementaire lié à ce transfert de compétence n'est pas encore stabilisé à trois mois de sa date d'effet. Il sera donc nécessaire d'en affiner les délimitations du périmètre financier et en matière de ressources humaines après ce transfert pour mettre en place l'organisation intégrée et opérationnelle. En clair, la loi ne nous permet pas de prendre la pleine mesure de l'application des termes de ses textes.

Afin d'assurer la continuité du service public, il conviendrait d'approuver le principe d'un mandat de gestion à remettre de la CASA aux communes. Cela signifie que pendant la durée de ce mandat de gestion qui vous est proposé pour un an, la commune continue à gérer son office de tourisme, son bureau de tourisme ou ses compétences touristiques mais sous l'égide de la CASA. Ainsi, la CASA reste titulaire de la compétence. Pour ceci, les communes ne percevront aucune rémunération.

Les dépenses effectuées par les communes pour le compte de la CASA seront acquittées par la commune puis remboursées par la CASA. Toutefois, ces remboursements seront effectués par prélèvement sur l'attribution de compensation. De la sorte, la CASA exerce sa compétence ; elle prend en charge ce qui lui revient. Quant au transfert de la compétence, généralement, cela se traduit par une CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées).

Aussi, il vous est proposé ce jour :

- d'approuver le principe d'un mandat de gestion provisoire donné par la CASA à ses communes membres ;
- d'approuver les termes de la convention de gestion provisoire à intervenir avec les communes jointe en annexe ;
- d'autoriser le Président ou son vice-président délégué au tourisme à signer les conventions en découlant ainsi que les actes afférant à l'exécution de la présente délibération.

M. le Président – Il fût un temps où un journal qui s'appelait *Hara-Kiri* terminait par : « Que ceux qui ont compris nous écrivent, ils ont gagné ». C'est à peu près cela. Si j'essaie de résumer de manière synthétique et donc déformée, la Communauté d'agglomération a normalement la compétence « tourisme » mais pas toute la compétence « tourisme ». Les événements restent aux communes tandis que la compétence « tourisme, accueil des touristes » va à la CASA. Déjà, ce n'est pas simple à faire. Lorsque quelqu'un se présentera à l'office du tourisme de la ville d'Antibes Juan-les-Pins pour demander son chemin ou un plan de la ville, l'employé qui lui répondra sera payé par la Communauté d'agglomération et lorsqu'il s'agira d'acheter une place au Festival de jazz, celui-ci sera payé par la commune.

Pour compliquer un petit peu, la loi actuelle permet aux offices du tourisme des communes classées de tourisme d'exercer leurs compétences sur le périmètre exclusif de leurs communes. Pour reprendre le même exemple, l'office du tourisme de la ville d'Antibes Juan-les-Pins pourrait exercer sa compétence uniquement sur le territoire de la commune d'Antibes Juan-les-Pins mais en étant pour autant communautaire. Il suffirait alors de créer un établissement public administratif gérant la part communautaire puis un établissement public industriel et commercial gérant la part de la commune.

Tout cela est à peu près simple sauf que : qui sont les communes classées ? Sont considérées comme communes classées toutes les communes qui sont déjà classées. Néanmoins, le législateur dans sa générosité a envisagé que toutes les communes qui demandaient à être classées « tourisme » sont également à prendre en compte dans le même périmètre des communes déjà classées. Cela signifie qu'en gros, sur la communauté d'agglomération, un certain nombre d'offices du tourisme de communes qui sont déjà classées, et de celles qui souhaiteraient être classées, « échapperaient » pour la plupart à une gestion intégrée communautaire puisqu'elles seraient sous l'égide de la Communauté d'agglomération mais continueraient à exercer leurs compétences dans le territoire de leur commune.

Puis, un nouveau ministre est nommé et propose de modifier la loi NOTRe en matière de compétence touristique en stipulant qu'un office du tourisme dans une ville classée n'est pas communautaire mais communal. L'office du tourisme ne relève donc plus de la communauté d'agglomération. Toutefois, cela concerne la loi qui n'a pas été totalement votée puisqu'elle ne l'a encore été qu'à l'Assemblée nationale. Dans un souci non pas de simplification, Joseph LE CHAPELAIN nous propose donc, en attendant que les choses se clarifient, que la Communauté d'agglomération transfère à toutes les communes la responsabilité, sous son égide, de gérer les offices du tourisme et d'attendre que la chatte retrouve ses petits.

Ainsi, cette délibération attend que les choses se clarifient. Si nous pouvions un jour, de manière générale, faire en sorte que les collectivités territoriales puissent gérer par elles-mêmes les décisions qui les concernent en leur laissant une certaine liberté, je pense que ce serait une bonne chose. Que l'Etat s'occupe de ce qui le regarde et que les collectivités territoriales gèrent au mieux les affaires qui les concernent. Il s'agit d'une remarque d'ordre général qui ne concerne pas uniquement ce gouvernement. Joseph LE CHAPELAIN et moi-même sommes désolés de vous présenter cette délibération qui est en fait une non-délibération puisqu'elle dit que nous appliquerons la loi quand nous y verrons plus clair mais en attendant, nous l'appliquons quand même avec des mandats de gestion donnés par la CASA aux communes.

Y a-t-il des interventions ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

MOBILITE ET TRANSPORTS

12. Gestion des espaces naturels confiés au Département dans le cadre des mesures compensatoires liées à la traversée du parc naturel départemental de la Brague par le bus à haut niveau de service reliant Antibes à Sophia Antipolis – Convention

M. OCCELLI – Le produit de la taxe d'aménagement permet au conseil départemental d'aménager et de gérer des parcs naturels départementaux. La politique de ces parcs s'articule autour de trois axes :

- la politique d'acquisition foncière,
- la protection, la gestion et l'aménagement des espaces naturels,
- la politique d'animation et d'éducation à l'environnement.

Le parc naturel départemental de la Brague s'étend actuellement sur 630 ha répartis sur les communes d'Antibes, de Biot et de Valbonne.

Conformément à son plan de déplacement urbain approuvé le 5 mai 2008, la CASA a décidé de réaliser une ligne de bus-tram sur son territoire. Le tracé reliant le secteur de Trois Moulins à la zone de Saint-Philippe traverse une partie du parc naturel départemental. Les mesures compensatoires liées à la réalisation du bus-tram ont été déclinées dans l'arrêté préfectoral du 28 avril 2015 portant sur la dérogation à la destruction, au déplacement et à l'altération d'habitats d'espèces animales et végétales protégées. Une convention en annexe à cette délibération définit les conditions et les modalités de prise en charge financière de ces actions pour une période de dix ans et une participation financière de la CASA à hauteur de 20 000 € par an.

Il vous est demandé :

- d'approuver les termes de la convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense sur le compte 658 du budget de la direction des déplacements et infrastructures.

M. le Président – A la suite d'une longue négociation – et il est légitime qu'elle soit longue – la traversée d'un espace naturel par un bus à haut niveau de service est à la fois utile et indispensable pour rejoindre l'université SophiaTech mais en même temps, il fallait préserver l'environnement.

C'est donc dans cette convention qui nous est présentée que nous avons pu le faire. Qui souhaite intervenir ? Qui vote contre ? Pas d'abstentions ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Arrivée de Monsieur Eric PAUGET.

13. Répartition des coûts d'exploitation de la ligne Icilà d'Envibus secteur Sophia Antipolis – Convention entre la CASA, la CACPL et le Département des Alpes-Maritimes – Avenant numéro 2

M. OCCELLI – Cela concerne le coût d'exploitation de la ligne 27D. Les coûts de répartition sont : 50 % pour la CASA, 40 % pour CACPL et 10 % pour le conseil départemental. L'ex-ligne 27D est une ligne régulière. Cependant, comme il s'agit d'un TAD (transport à la demande), elle peut fonctionner également par la centrale de réservation de la CASA ainsi qu'à la demande au conducteur d'un trajet. Cette ligne est fortement utilisée.

Il vous est proposé :

- d'actualiser les coûts prévus initialement dans la convention ;
- d'approuver l'avenant numéro 2 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant.

M. le Président – Il s'agit d'une ligne intercommunale. Il est important que nous ayons un accord pour continuer la qualité du service public. Qui est contre ? Pas d'abstentions ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

14. Gamme tarifaire – Création du pass Journée

M. OCCELLI – Il existait jusqu'à présent un pass Famille qui était utilisé à peine quelques semaines par an en été par des touristes. Il vous est demandé de supprimer ce pass Famille qui coûtait 5 €. Nous vous proposons de créer le pass Journée à 3,50 € valable sur tout l'ensemble du réseau et vendu et délivré aux usagers aux points de vente ainsi que dans les distributeurs automatiques de titres de transport.

Il vous est demandé :

- d'approuver la création du pass Journée ;
- d'approuver le montant de ce pass à 3,50 € et sa mise en place au 1^{er} janvier 2017 ;
- de supprimer le pass Famille au 31 décembre 2016 ;
- d'imputer la recette sur le compte 7061 de la régie à autonomie financière Envibus.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Cela peut servir aux touristes en particulier pour la journée. Qui est contre ? Pas d'abstentions ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

GESTION DES DECHETS

15. Règlement intérieur des déchetteries – Modification

M. MELE – Nous évoquons ici la gestion des déchetteries et les conditions d'usage des sites. Nous avons renforcé les nouvelles normes de sécurité. Nous avons mis en place des barrières de sécurité.

Les usagers doivent répondre à une exigence d'entrée et de dépôt.

Nous avons également une gestion des locaux de stockage des déchets dangereux.

Il existe une modification du réseau des déchetteries puisque nous avons récupéré Cipières et Bézaudun.

Puis, nous avons renforcé des modalités d'accès en particulier pour les contrevenants et les mauvais payeurs.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? C'est un peu technique. Qui vote contre ? Des abstentions ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

HABITAT/LOGEMENT

16. Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) unique départemental – Adhésion et participation de la CASA à l'association

Mme BLAZY – Monsieur le Président, mes chers collègues, l'Etat nous demande qu'à compter du 1^{er} janvier 2017, le SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation des Alpes-Maritimes) soit pris en charge par un opérateur unique. Il s'agit par conséquent de créer une association qui se nommera Groupement SIAO 06 avec comme membres fondateurs les acteurs actuellement œuvrant dans le dispositif, dont la CASA.

Ainsi, nous poursuivrons nos actions mais au nom de l'association. Nous continuerons également de percevoir le financement qui est de 52 994 €. En fait, rien ne changera finalement pour nous. Toutefois, il nous faut, Monsieur le Président, désigner deux représentants de la CASA pour siéger au conseil d'administration et à l'assemblée générale.

M. le Président – Tout bouge pour que rien ne change. Ce que nous faisons déjà avant continuera à se faire après mais sous une forme un peu différente. Je vous propose comme délégués Jacques GENTE et Marguerite BLAZY s'il n'y a pas d'autres volontaires. Je vous propose également un vote à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Concernant les candidatures de Jacques GENTE et Marguerite BLAZY, qui est contre ? Qui s'abstient ? Ils sont tous les deux élus et nous les félicitons de cette mission supplémentaire qui s'ajoute à leurs charges.

- *Monsieur GENTE et Madame BLAZY sont désignés représentants de la CASA au conseil d'administration et à l'assemblée générale du SIAO.*

[Applaudissements]

M. le Président – Cette séance de Conseil communautaire se termine. Je vous remercie tous de votre présence et de l'avancée.

La secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Cm e', is written over a horizontal line.

Barbara LANCE

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : CC_2016_160
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-Verbaux des séances du 26 septembre et 24 octobre 2016 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : DaM7tIF

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC_2016_160-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : CC_2016_160
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-Verbaux des séances du 26 septembre et 24 octobre 2016 - Approbation
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-CC_2016_160-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20161219-CC_2016_160-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161219-CC_2016_160-DE-1-1_3.PDF